



Interreg

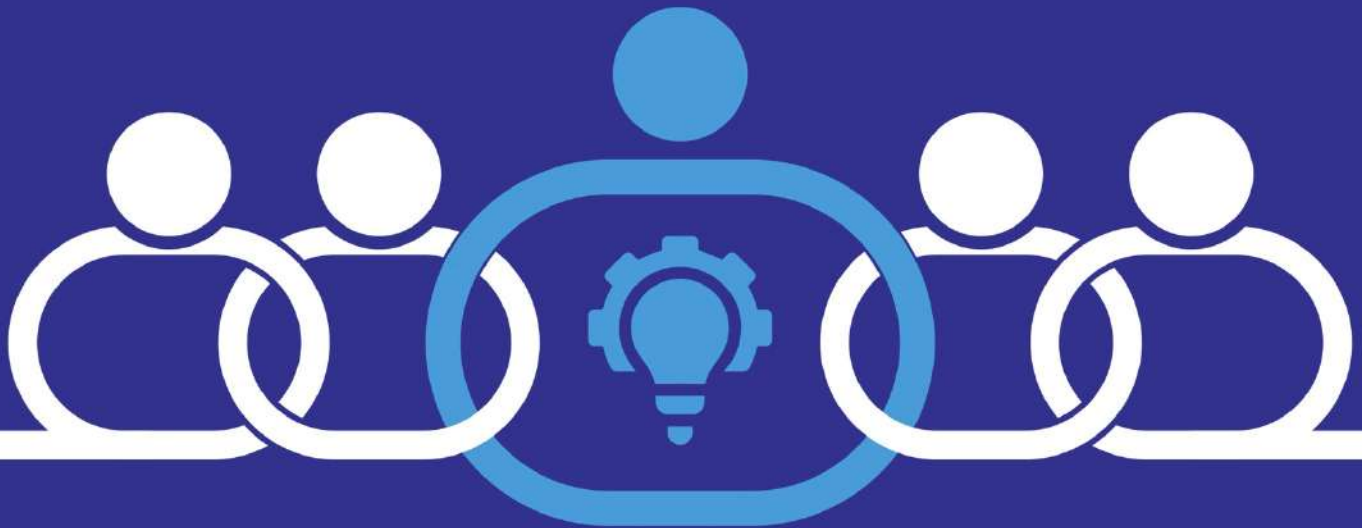
ALCOTRA

Fonds européen de développement régional
Fondo europeo di sviluppo regionale

INTERBITS



UNION EUROPEENNE
UNIONE EUROPEA



Etude de faisabilité d'un parcours binational français-italien de technicien en économie circulaire

INTERREG ALCOTRA INTERBITS

**Etude de faisabilité d'un parcours binational français-italien
de technicien en économie circulaire (A4.4.2)**

22 Novembre, 2022

INTERREG ALCOTRA InterBITS

Acronyme	InterBITS
Titre du Projet:	INTERBITS -Interventions d'harmonisation et amélioration du systèmes BTS et ITS
Nom de l'organisation chef de file:	Environment Park S.p.A.
Numero du projet:	5849
Durée du projet :	24 mois 26.11.2020 - 25.11.2022
Axe prioritaire du programme	IV INCLUSION SOCIALE ET CITOYENNETÉ EUROPÉENNE
Objectif spécifique du programme :	4.2 ÉDUCATION ET FORMATION : augmenter l'offre d'éducation et de formation et les compétences professionnelles transfrontalières
Appel a project	3° appel a project
Numéro de référence interne	1554474180

Etude de faisabilité d'un parcours binational français-italien de technicien en économie circulaire

SOMMAIRE

1. Le système éducatif français	6
2. La formation par la voie professionnelle	17
3. Le système d'éducation et de formation en Italie	20
4. Le système ITS en Italie et au Piémont	27
5. Projet InterBITS – Alcotra	31
6. Démarches administratives et institutionnelles propres à chaque hypothèse - France	37
7. Le contenu d'une nouvelle certification TP – premières propositions	51
8. Les scénarios possibles en Italie: étapes, timing et contenu	53
9. Synthèse et conclusion	67

1. Le système éducatif français

1.1. Définition globale

[Les grands principes du système éducatif | Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse](#)

[Le système éducatif français | France Education international \(france-education-international.fr\)](#)

[Le système éducatif français \(thinglink.com\)](#)

Le système éducatif français se caractérise par une forte présence de l'État dans l'organisation et le financement de l'éducation. Il est gouverné au niveau national par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation dans le cadre général fixé par le législateur, qui, selon la Constitution, « détermine les principes fondamentaux de l'enseignement » (article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958).

La langue officielle dans l'enseignement est le français. L'enseignement public est gratuit et laïc. Selon le Code de l'éducation, l'instruction est obligatoire pour chaque enfant entre l'âge de 3 ans et l'âge de 16 ans.

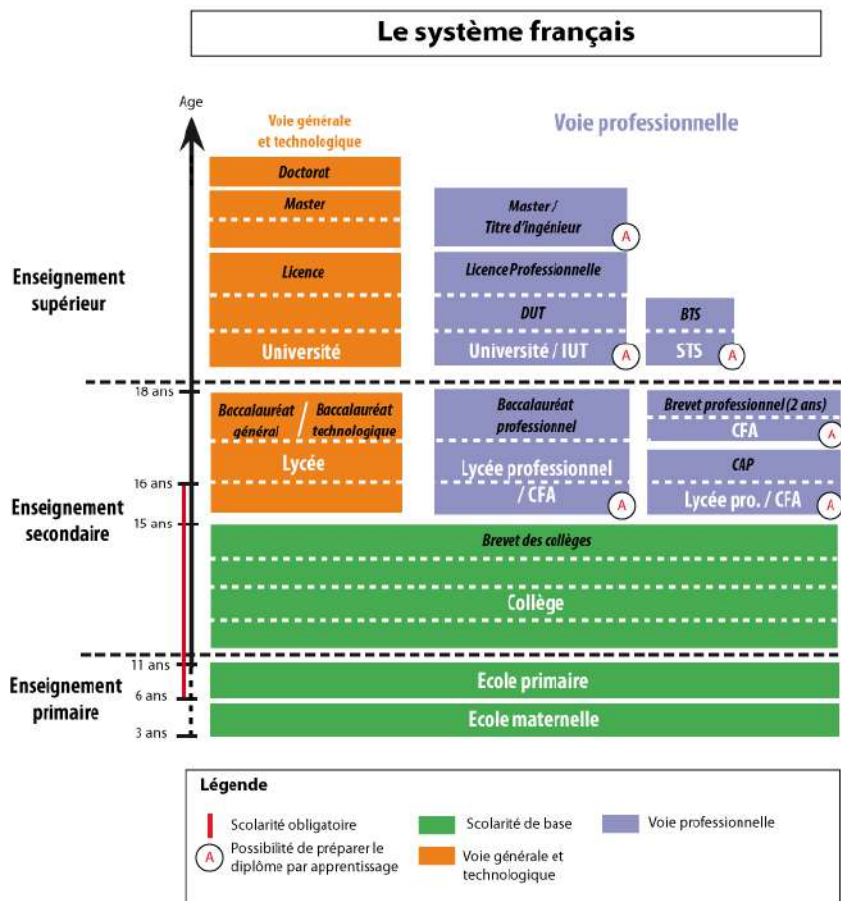
En France, le service public d'enseignement coexiste avec des établissements privés, soumis au contrôle de l'État et pouvant bénéficier de son aide (en contrepartie d'un contrat signé avec l'État).

Le système éducatif français est organisé suivant 3 niveaux d'enseignement :

- Primaire
- Secondaire
- Supérieur

Le système éducatif français comprend :

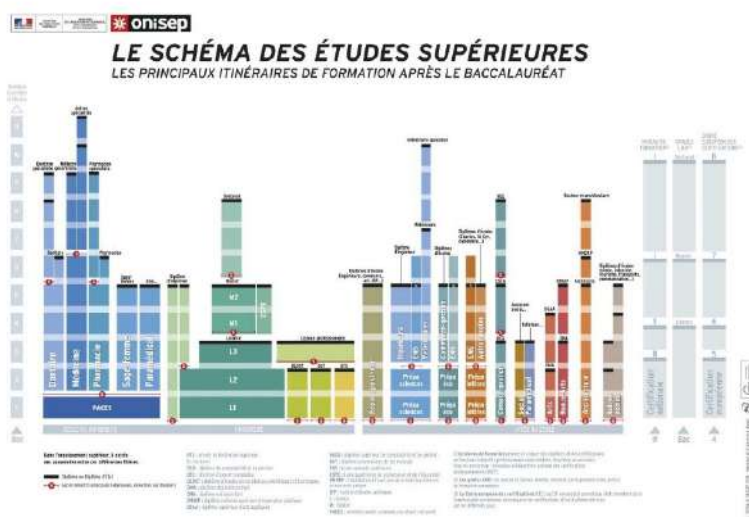
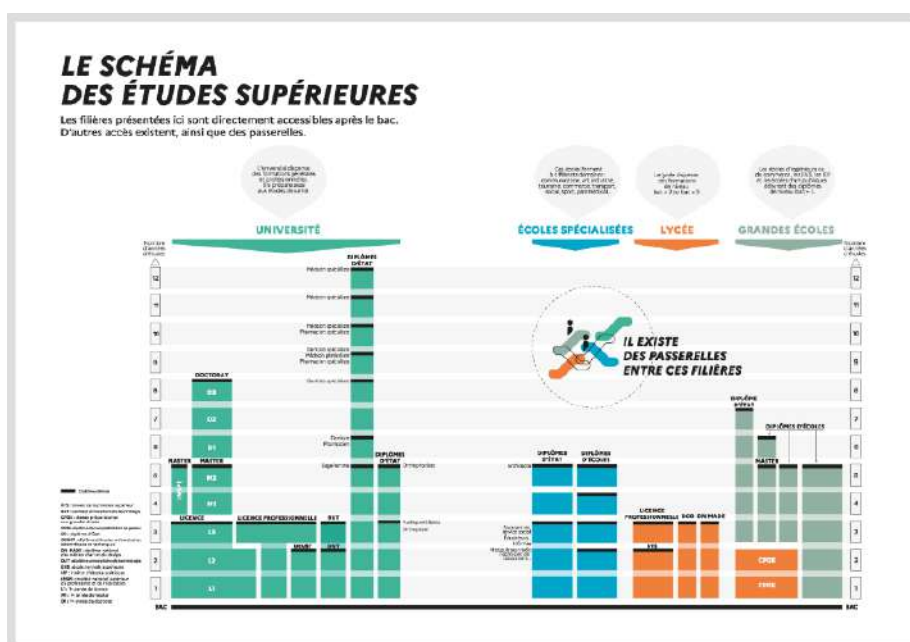
- Une voie universitaire technologique et générale (non traitée dans cette étude)
- Une voie professionnelle => fait partie des préoccupations de cette étude
 - Dont BTS = diplôme professionnel délivré par l'Etat



1.2. L'enseignement supérieur

L'accès à l'enseignement supérieur est conditionné par l'obtention d'un diplôme national, le baccalauréat. L'enseignement supérieur correspond à l'ensemble des enseignements généraux, techniques ou professionnels qui demandent de disposer d'un niveau de formation supérieur ou égal au baccalauréat (ou équivalent) et qui sont dispensés dans les établissements d'enseignement publics ou privés, sous tutelle d'un ministère ou non.

Seul l'État est habilité à délivrer diplômes et grades universitaires, les diplômes délivrés par les écoles privées n'ont pas de valeur officielle sauf s'ils sont reconnus par l'État. La réglementation des examens se fait à l'échelle nationale.



L'ensemble des options qui vont être développées dans cette étude concernent l'enseignement supérieur dans le sens où toutes les formations évoquées requièrent un niveau bac minimum. Certifiantes ou non, elles s'inscrivent dans la continuité d'un parcours d'études supérieures (BTS) ou dans le cadre de la formation professionnelle continue.

1.3. La formation est une forme d'apprentissage

Définition - Formation | Insee

Une formation est une forme d'apprentissage à la fois organisé et institutionnalisé qui s'inscrit dans un système éducatif global.

La "Classification of learning activities" (CLA), élaborée par Eurostat, a été construite pour classer de manière homogène toutes les offres d'apprentissage et de parcours d'enseignement/d'apprentissage des pays de l'Union européenne.

Dans la CLA, les activités d'apprentissage sont caractérisées par l'intentionnalité : le participant doit avoir l'intention d'apprendre.

Les activités d'apprentissage sont divisées en 3 classes : la formation formelle, la formation non-formelle et l'apprentissage informel. Pour être classée en formation, formelle ou non formelle, l'activité d'apprentissage doit vérifier les critères suivants :

- *Elle doit être planifiée / organisée ;*
- *Le cadre doit être institutionnalisé.*

La CLA précise les critères pour déterminer si les apprentissages sont institutionnalisés. Ceux-ci doivent être planifiés par un organisme ou une personne qui est responsable au moins :

- *Des méthodes d'enseignement/apprentissage qui doivent être prédéterminées ;*
- *Du programme d'apprentissage ;*
- *Des conditions d'admission ;*
- *Du lieu où l'apprentissage/enseignement aura lieu. La formation peut avoir lieu en présentiel ou à distance.*

Cela suppose l'existence, dans une formation, d'une relation formalisée, telle qu'une interaction élève-enseignant.

L'apprentissage informel se distingue de la formation dans le sens où il ne requiert pas d'organisation institutionnalisée; notamment, il ne met pas en œuvre de relation ni d'interaction structurée comme celle d'élève-formateur.

Dans cette étude, nous nous concentrons sur l'apprentissage formel qui s'inscrit dans un cadre organisé et institutionnel.

1.4. La formation initiale et continue pour assurer l'éducation tout au long de la vie

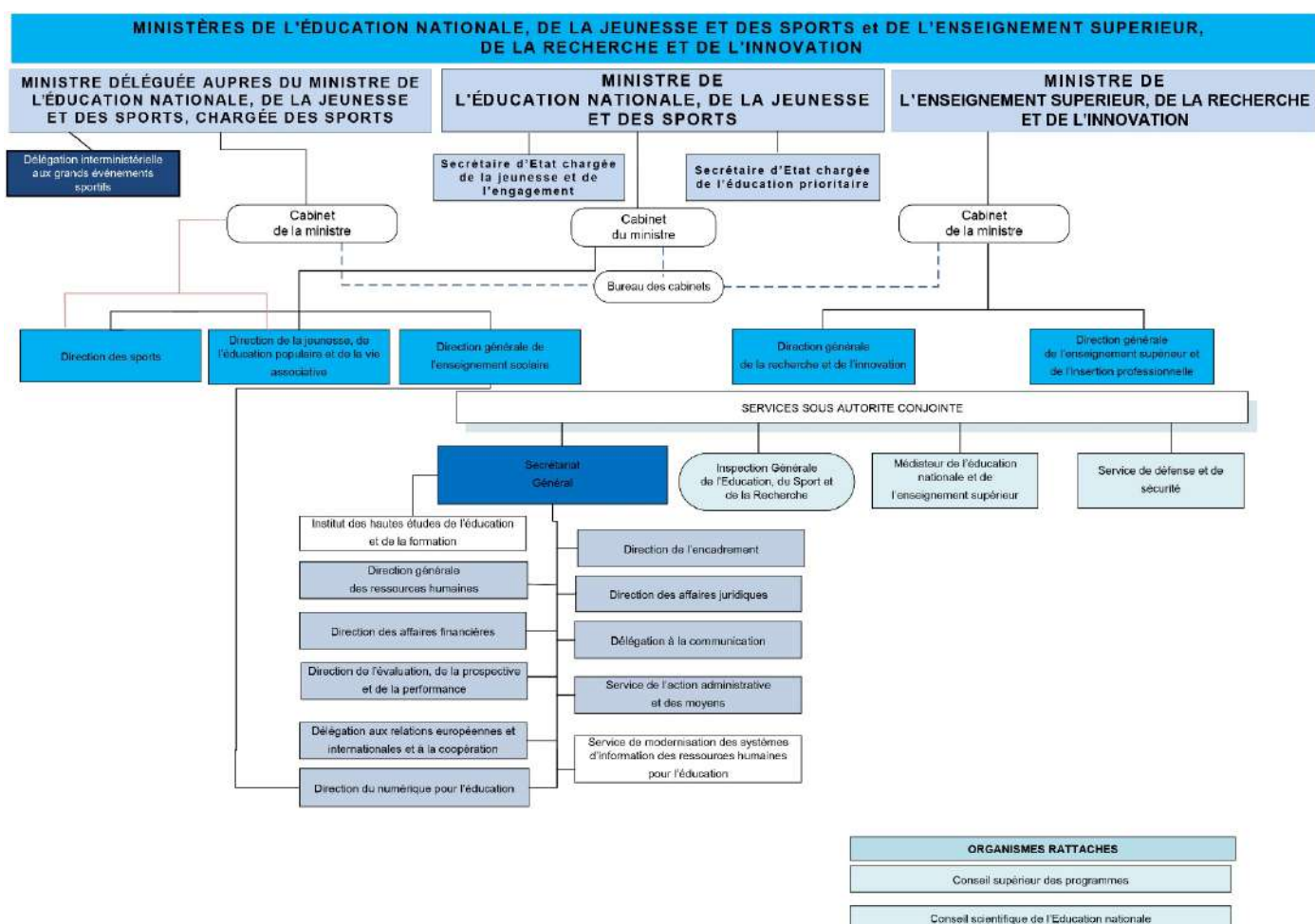
La formation initiale désigne généralement le système éducatif décrit précédemment qui permet d'assurer une éducation depuis la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur. La formation continue ou professionnelle (ou professionnelle continue) désigne le système d'acquisition ou de renouvellement continu de compétences de tout actif (salariés, demandeurs d'emploi, etc.) avec, souvent, un objectif professionnel très concret (exemple : reconversion professionnelle).

Ces deux systèmes de formation ne sont pas complètement étanches puisque l'enseignement supérieur peut être accessible en formation professionnelle continue, par exemple. Mais il s'agit d'aborder simplement quelques notions pour comprendre comment accéder à la formation et à l'éducation en France.

1.5. Les différents acteurs

1.5.1. Le Ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports

[Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports | Gouvernement.fr](https://www.gouvernement.fr/ministere-education-jeunesse-sports)



Organigramme de l'administration centrale des deux ministères

MISSION GÉNÉRALES

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement concernant la jeunesse au sein et en dehors du milieu scolaire, l'accès de chacun aux savoirs et au développement de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et secondaire.

COMPÉTENCES PRINCIPALES (liste non exhaustive)

- La définition des voies de formation, la fixation des programmes nationaux, l'organisation et le contenu des enseignements ;
- La définition et la délivrance des diplômes nationaux et la collation des grades et titres universitaires ;
- Le contrôle et l'évaluation des politiques éducatives, en vue d'assurer la cohérence d'ensemble du système éducatif.

ORGANISATION

Il s'appuie sur une administration organisée au niveau central à partir de trois piliers : les directions, les inspections, les organismes rattachés. Citons notamment la direction générale de l'enseignement scolaire (Dgesco) qui élabore la politique éducative et pédagogique et assure la mise en œuvre des programmes d'enseignement des écoles, des collèges, des lycées et des lycées professionnels. Elle définit le cadre et assure l'animation des actions de formation continue organisées dans les établissements du second degré.

Les services déconcentrés de l'État sont les services qui assurent le relais, sur le plan local, des décisions prises par l'administration centrale et qui gèrent les services de l'État au niveau local. Chaque académie est placée sous l'autorité d'un recteur, nommé par le Président de la République. Chaque service départemental de l'éducation nationale est dirigé par un directeur académique des services de l'éducation nationale.

1.5.2. Le Ministère de l'enseignement supérieur

[Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Gouvernement.fr](https://www.gouvernement.fr/ministere-enseignement-recherche-innovation)

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche prépare et met en œuvre la politique du gouvernement relative au développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la technologie. Il définit et suit la politique en matière d'innovation. Il participe à la promotion des sciences et des technologies et à la diffusion de la culture scientifique, technologique et industrielle, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en faveur du développement et de la diffusion des usages du numérique dans la société et l'économie.

MISSIONS GÉNÉRALES

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement relative au développement de l'enseignement supérieur, à la recherche et à la technologie.

COMPÉTENCES PRINCIPALES (liste non exhaustive)

- La définition des projets pédagogiques des établissements d'enseignement supérieur ;
- La politique en matière d'innovation ;
- La promotion des sciences et des technologies ;
- La diffusion de la culture scientifique, technologique et industrielle.

1.5.3. Le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

[Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire](#)

[Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation | Gouvernement.fr](#)

La politique du Gouvernement concernant l'agriculture, les industries agroalimentaires, la forêt et le bois, les pêches maritimes et l'aquaculture est préparée et mise en œuvre par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

MISSIONS GÉNÉRALES

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation agit aussi en matière d'**alimentation**, en lien avec le [ministère de l'Économie et des Finances](#) et le [ministère des Solidarités et de la Santé](#). Le ministère participe également à la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de **commerce international**.

COMPÉTENCES PRINCIPALES (liste non exhaustive)

- L'enseignement agricole et la formation continue ;
- La recherche agronomique, biotechnologique et vétérinaire ;
- La santé des plantes et des animaux, la protection animale et la qualité des produits agricoles et alimentaires ;
- La politique en faveur du monde rural agricole ;
- La politique relative au contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires, conjointement avec le ministre de l'Économie et des Finances et le ministre des Solidarités et de la Santé.

1.5.4. Le Ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion

[Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle.

Depuis le 1er avril 2021, les DIRECCTE sont regroupées avec les services déconcentrés de la cohésion sociale au sein d'une nouvelle structure : les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS).

Ces nouvelles directions rassemblent les compétences en matière de cohésion sociale, de travail, d'emploi, d'économie et des entreprises et les services de l'État qui en sont chargés :

- Au niveau régional, dans les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) ;
- Au niveau départemental, dans les Directions départementales de l'emploi du travail et des solidarités (et de la protection des populations) – DDETS(PP).

1.6. Les certifications professionnelles

1.6.1. Définition

Définition - Certifications professionnelles | Insee

Une certification professionnelle est un titre ou un diplôme délivré par une autorité compétente après vérification des compétences ou connaissances d'une personne.

Elle vise à sécuriser les parcours professionnels, en permettant une reconnaissance des compétences de la personne.

Les certifications professionnelles désignent les diplômes et titres à finalité professionnelle, certificats de qualification professionnelle (CQP), blocs de compétences, certificats ou habilitations enregistrés au répertoire national des certifications professionnelles ou au répertoire spécifique.

Les certifications professionnelles ne doivent pas être confondues avec les notions de formations et de qualifications.

1.6.2. Le cadre national des certifications professionnelles

Définition - Cadre national des certifications professionnelles | Insee

L'arrêté et le décret n°2019-14 du 8 janvier 2019 pris pour l'application de l'article 31 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel définissent le cadre national des certifications professionnelles selon lequel est établie la classification, par niveau de qualification, des certifications professionnelles enregistrées au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

Le cadre national des certifications professionnelles définit huit niveaux de qualification associés aux certifications professionnelles, correspondant à des niveaux de savoirs, savoir-faire, responsabilité et autonomie différents.

Ce cadre est cohérent avec le Cadre européen des certifications.

- *Le niveau 3 correspond aux diplômes du second cycle court : CAP, BEP et équivalents.*
- *Le niveau 4 correspond aux diplômes du niveau baccalauréat (général, technologique et professionnel) et équivalents.*
- *Le niveau 5 correspond aux diplômes sanctionnant la réussite à deux premières années d'études supérieures (diplôme universitaire technologique-DUT, brevet de technicien supérieur-BTS, diplôme d'études universitaires générales-Deug, écoles de formations sanitaires ou sociales, etc.).*
- *Le niveau 6 correspond aux diplômes de l'enseignement supérieur pouvant être obtenus trois ou quatre ans après le baccalauréat (licence, licence professionnelle, maîtrise, etc.).*

- Le niveau 7 correspond aux diplômes pouvant être obtenus cinq ans après le baccalauréat (master, diplômes d'ingénieur et de grandes écoles, etc.).
- Le niveau 8 correspond aux diplômes pouvant être obtenus huit ans ou plus après le baccalauréat (doctorat, habilitation à diriger des recherches, etc.).

Les certifications professionnelles sont classées conformément au cadre national des certifications professionnelles selon la correspondance suivante :

Nomenclature approuvée le 21 mars 1969 par le groupe permanent de la formation professionnelle et de la promotion sociale	Cadre national des certifications professionnelles depuis 2019	Principaux diplômes correspondants
Niveau V	Niveau 3	CAP, BEP, Mention Complémentaire
Niveau IV	Niveau 4	Baccalauréat professionnel, Brevet Professionnel, Brevet des Métiers d'Art, Mention Complémentaire
Niveau III	Niveau 5	BTS, DUT
Niveau II	Niveau 6	Licence, Maîtrise
Niveau I	Niveau 7 ou niveau 8	Master, Doctorat

[Accueil - France compétences \(francecompetences.fr\)](http://francecompetences.fr)

L'article L. 6113-1 du Code du Travail créé par la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel précise que « les certifications professionnelles enregistrées au RNCP permettent une validation des compétences et des connaissances acquises nécessaires à l'exercice d'activités professionnelles. Elles sont définies notamment par :

- Un référentiel d'activités qui décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés ;
- Un référentiel de compétences qui identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui en découlent ;
- Un référentiel d'évaluation qui définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis.

Les certifications professionnelles sont classées par niveau de qualification et domaine d'activité [...] et sont constituées de blocs de compétences, ensembles homogènes et cohérents de compétences contribuant à l'exercice autonome d'une activité professionnelle et pouvant être évaluées et validées.

1.6.3. Les commissions professionnelles consultatives

[Les commissions professionnelles consultatives | éducol | Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - Direction générale de l'enseignement scolaire \(education.fr\)](#)

En application de la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », 11 commissions professionnelles consultatives communes à plusieurs ministères sont créées. Elles sont chargées d'examiner les projets de création, de révision ou de suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle délivrés au nom de l'État. Des programmes biennaux prévisionnels sont arrêtés pour chaque CPC.

PRESENTATION ET ROLE DES CPC

Il existe 11 commissions professionnelles consultatives (CPC) instituées auprès de plusieurs ministres dont le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports :

- CPC « Agriculture, agroalimentaire et aménagement des espaces »
- CPC « Arts, spectacles et médias »
- CPC « Cohésion sociale et santé »
- CPC « Commerce »
- CPC « Construction »
- CPC « Industrie »
- CPC « Mer et navigation intérieure »
- CPC « Mobilité et logistique »
- CPC « Services aux entreprises »
- CPC « Services et produits de consommation »
- CPC « Sport et animation »

AVIS CONFORME

Les ministères sont tenus d'obtenir un avis favorable pour créer ou rénover un diplôme ou une certification.

Ces commissions émettent des **avis conformes** sur la création, la révision ou la suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle et de leurs référentiels, dans le ou les champs professionnels relevant de leurs compétences. À l'exception des modalités de mise en œuvre de l'évaluation des compétences et connaissances en vue de la délivrance de ces diplômes et titres.

Ces avis tiennent compte de l'évolution des qualifications, de leur usage dans le ou les champs professionnels concernés et de l'objectif de mise en cohérence des certifications professionnelles existantes.

Les CPC peuvent également être saisies par le ministre ou les ministres auprès desquels elles sont instituées de toute question générale ou particulière relative aux diplômes et titres à finalité professionnelle.

TEXTES DE REFERENCE ET REGLEMENT INTERIEUR DES CPC

[Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018](#) pour la liberté de choisir son avenir professionnel

[Articles R. 6113-21 et suivants](#) du Code du travail créé par [décret du 24 décembre 2018](#) relatif aux commissions professionnelles consultatives chargées d'examiner les projets de création, de révision ou de suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle

[Décret du 13 septembre 2019](#) instituant les commissions professionnelles consultatives chargées d'examiner les projets de création, de révision ou de suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle délivrés au nom de l'État

[Décret n° 2022-4 du 4 janvier 2022](#) modifiant le décret n° 2019-958 du 13 septembre 2019 instituant les commissions professionnelles consultatives chargées d'examiner les projets de création, de révision ou de suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle délivrés au nom de l'État

[Règlement intérieur des CPC](#)

Article 13

Les projets de création, de révision ou de suppression d'un diplôme ou d'un titre à finalité professionnelle délivré au nom de l'Etat sont rapportés par les personnes désignées par le ministère à l'origine du projet de certification.

[Décret n° 2019-958 du 13 septembre 2019 instituant les commissions professionnelles consultatives chargées d'examiner les projets de création, de révision ou de suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle délivrés au nom de l'Etat - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

Programmes biennaux prévisionnels des CPC

Au plus tard le 31 janvier de chaque année, des programmes biennaux prévisionnels sont arrêtés pour chaque CPC, et publiés au bulletin officiel du ou des ministères concernés. Ces programmes listent les projets de création, de révision et de suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle qui seront examinés pour avis par la CPC compétente en application des [articles R. 6113-21](#) et [R. 6113-24](#) du Code du travail.

2022 et 2023

Télécharger le [programme biennal prévisionnel 2022 et 2023 des 11 CPC \(pdf\)](#)

Télécharger le [programme biennal prévisionnel 2022 et 2023 des 11 CPC \(xlsx\)](#)

1.7. France compétences

[Accueil - France compétences \(francecompetences.fr\)](#)

Créée le 1er janvier 2019, France compétences est une institution nationale publique chargée de la régulation et du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Placée sous la tutelle du ministre chargé de la formation professionnelle, son rôle est de :

- Répartir les fonds mutualisés aux différents acteurs de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
- Réguler la qualité de la formation ;
- Émettre des recommandations sur les coûts, les règles de prise en charge et l'accès à la formation ;
- Veiller à la bonne exécution de la réforme sur la formation professionnelle et de l'apprentissage.

France compétences joue également un **rôle clé dans la transformation de l'offre de formation**. En lien avec les branches, elle participe à la construction des titres et des diplômes professionnels. France compétences est **dotée d'une personnalité morale et d'une autonomie financière**, elle est composée de cinq collèges : l'État, les organisations syndicales de salariés, les organisations patronales, les Régions et des personnalités qualifiées.

- Établir et garantir la pertinence des certifications : actualisation du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et des certifications et habilitations du répertoire spécifique :
 - Identification des certifications professionnelles en évolution ou émergentes ;
 - Intégration des nouvelles compétences professionnelles.
- Réguler la qualité des actions de formation ;
- Réguler les coûts et les règles de prise en charge des financeurs publics ;
- Contribuer au débat public ;
- Organiser et financer le conseil en évolution professionnelle (CÉP) ;
- Répartir l'ensemble des fonds de la formation professionnelle et de l'alternance.

Une convention triennale d'objectifs et de performance est conclue entre l'État et France compétences. Elle définit les objectifs assignés à l'institution, les modalités de financement et de mise en œuvre de ses missions.

L'ACTUALISATION DE DEUX REPERTOIRES DE CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

[Vérifier ou rechercher une certification - France compétences \(francecompetences.fr\)](https://francecompetences.fr)

- Les certifications professionnelles, enregistrées au RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles), permettant une validation des compétences et des connaissances acquises nécessaires à l'exercice d'activités professionnelles et qui sont classées par niveau de qualification et domaine d'activité ;
- Les certifications et habilitations, enregistrées au RS (Répertoire spécifique), correspondant à des compétences professionnelles complémentaires aux certifications professionnelles (par exemple : habilitations sécurité, compétences transversales ou spécialisation).

La reconnaissance des diplômes, titres et certifications, inscrits et regroupés dans des répertoires nationaux, permet d'attester de la qualité d'une formation et des compétences acquises. Elle est donc essentielle pour les organismes de formation, les personnes formées ainsi que pour les recruteurs. Le contrôle de l'inscription des certifications dans des répertoires nationaux constitue donc un outil majeur de régulation pour garantir la qualité et la lisibilité de la formation professionnelle.

2. La formation par la voie professionnelle

2.1. Le Brevet de Technicien Supérieur (BTS) est un diplôme national reconnu par l'Etat

[Enseignement supérieur/Liste des spécialités du BTS \(education.fr\)](https://education.fr/enseignement-superieur/liste-des-specialites-du-bts)

Le Brevet de Technicien Supérieur (B.T.S.) est un diplôme national reconnu par l'État de niveau 5 (bac+2) certifié au RNCP (Répertoire National de la Certification Professionnelle). Il a donc la même valeur, quel que soit le lieu de son obtention. Le BTS permet par ailleurs d'obtenir 120 crédits ECTS (European Credit Transfer System) : un outil qui attribue une reconnaissance académique au diplôme, et permet donc de bénéficier d'une mobilité facilitée entre établissements au niveau national, mais aussi européen.

Le brevet de technicien supérieur peut être préparé dans :

- Des lycées publics, privés sous-contrat et hors contrat
- Des centres de formation d'apprentis (CFA)
- Des centres de formation professionnelle continue
- Des établissements d'enseignement à distance

Le BTS peut se réaliser :

- En formation initiale, à temps plein sur une durée de deux ans
- En alternance (contrat de professionnalisation ou un contrat d'apprentissage) sur une durée de deux ans
- En formation professionnelle continue, pour les actifs souhaitant trouver un nouvel emploi, évoluer dans leur corps de métier ou se reconvertir, par exemple

Si le BTS a une vocation d'insertion professionnelle immédiate, la poursuite d'étude est néanmoins possible. Celle-ci se réalise après validation de parcours dans différents types d'établissements. Parmi les cursus de formation envisageables, on peut citer :

- Accès à une classe préparatoire scientifique aux grandes écoles ;
- Accueil en licence professionnelle dans un domaine de formation compatible avec celui du diplôme obtenu ;
- Admission dans certaines écoles d'ingénieurs, après un concours spécial ou un entretien et/ou un examen du dossier.

D'après l'article 13 du décret n° 2019-958 du 13 septembre 2019, les projets de création, de révision ou de suppression d'un diplôme à finalité professionnelle délivré au nom de l'Etat, dont le BTS, sont rapportés par les personnes désignées par le ministère à l'origine du projet de certification. Ce qui signifie que c'est le Ministère de l'Education nationale à l'origine des BTS qui a la charge de leur création, révision, suppression.

Pour autant, il est possible à un organisme de formation d'ajouter des modules complémentaires à un BTS existant, mais ces modules ne sont pas certifiants. Nous l'évoquerons plus bas.

2.2. Le titre professionnel est une certification d'État élaborée et délivrée par le ministère du Travail

[Accueil - France compétences \(francecompetences.fr\)](http://francecompetences.fr)

Un titre professionnel est une certification professionnelle délivrée par le ministère chargé du travail, du plein emploi et de l'insertion. **Il en existe environ 260**, tous enregistrés dans le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) géré par France compétences. Les titres professionnels sont composés de blocs de compétences dénommés certificats de compétences professionnelles (CCP).

Un titre professionnel est une certification professionnelle qui permet d'acquérir des compétences professionnelles spécifiques et favorise l'accès à l'emploi ou l'évolution professionnelle de son titulaire. Il atteste que son titulaire maîtrise les compétences, aptitudes et connaissances permettant l'exercice d'un métier.

Le titre professionnel couvre tous les secteurs (bâtiment, services à la personne, transports, restauration, commerce, industrie, etc.) et différents niveaux de qualification :

- Niveau 3 (ancien niveau V), correspondant au niveau CAP,
- Niveau 4 (ancien niveau IV), correspondant au niveau BAC,
- Niveau 5 (ancien niveau III), correspondant au niveau BTS ou DUT,
- Niveau 6 (ancien niveau II), correspondant au niveau BAC+3 ou 4.

Les sessions d'examen sont organisées par des centres agréés.

Un organisme de formation a la possibilité de proposer de prendre appui sur un TP existant et d'y ajouter des modules complémentaires. Ces modules doivent être pensés en fonction d'un métier en particulier et rédigés pour permettre l'acquisition de compétences en lien avec ce métier. Mais ils ne seront pas certifiants.

Un organisme de formation a aussi la possibilité de déposer un nouveau TP. Nous évoquerons la procédure ci-dessous qui peut prendre quelques mois jusqu'à la possible validation par France compétences et intégration dans les répertoires nationaux (ici, le RNCP).

2.3. Le bachelor recouvre un panel de formations variées

Le bachelor est **formation pluridisciplinaire et professionnalisante** qui favorise l'insertion rapide de ses jeunes diplômés. Derrière cette appellation, des réalités très variées se font jour. Il est d'ailleurs difficile de s'y retrouver.

Le bachelor n'est pas un diplôme, mais un titre d'école de niveau bac+3 ou bac+4 pour les Bachelors of Business Administration (BBA), ouvrant sur l'attribution de 180 (ou 240) crédits ECTS. Là réside la difficulté : n'importe quelle école peut créer son bachelor.

Trois critères permettent de différencier les formations existantes :

- La certification RNCP (voir plus haut)
- Le visa licence est un label de qualité accordé par le ministère de l'Enseignement supérieur. Il valide un niveau académique et permet de poursuivre en master, à l'université ou dans une grande école.

Depuis janvier 2020, les grandes écoles peuvent solliciter le grade licence pour leurs bachelors (essentiellement obtenu par des écoles de commerce et d'ingénieurs). Pour l'obtenir, des critères stricts sont à respecter notamment concernant la qualité de l'enseignement.

3. Le système d'éducation et de formation en Italie

3.1. Aperçu du système en Italie

Le système d'éducation et de formation italien est organisé sur la base des principes de subsidiarité et d'autonomie des établissements d'enseignement.

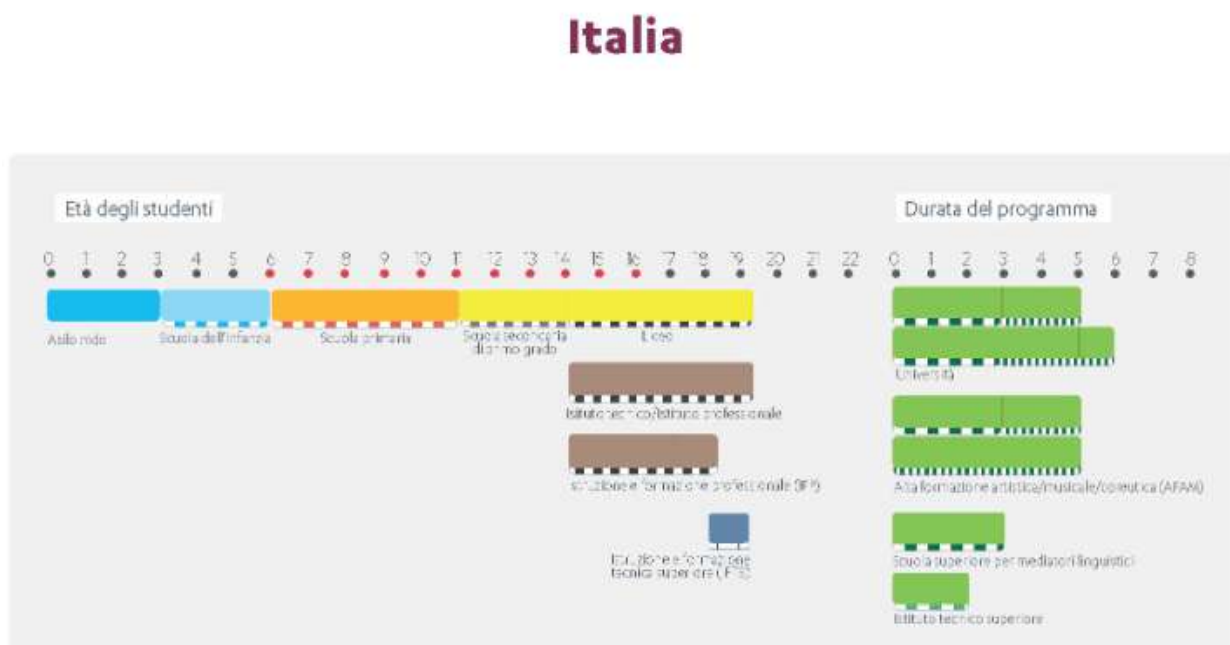
L'État a une compétence législative exclusive pour les "règles générales en matière d'éducation" et pour déterminer les niveaux essentiels de services qui doivent être garantis sur l'ensemble du territoire national.

L'État définit également les principes fondamentaux que les régions doivent respecter dans l'exercice de leurs compétences spécifiques.

Les Régions ont des compétences législatives concurrentes dans le domaine de l'éducation et des compétences exclusives dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle.

Les établissements d'enseignement publics disposent d'une autonomie d'enseignement, d'organisation et de recherche, d'expérimentation et de développement.

Le système éducatif est organisé comme suit :



<https://www.miur.gov.it/web/guest/sistema-educativo-di-istruzione-e-formazione>

- **Système intégré de zéro à six ans, non obligatoire, d'une durée totale de six ans, divisé en :**
 - les services d'éducation de la petite enfance, gérés par les collectivités locales, directement ou par la stipulation de conventions, par d'autres organismes publics ou par des particuliers, accueillant des enfants âgés de trois à trente-six mois ;
 - les établissements préscolaires, qui peuvent être gérés par l'État, par les collectivités locales, directement ou par la stipulation de conventions, par d'autres organismes publics ou par des particuliers, et accueillir des enfants âgés de trois à six ans ;
- **Premier cycle d'enseignement, obligatoire, d'une durée totale de 8 ans, divisé en**
 - école primaire, d'une durée de cinq ans, pour les élèves âgés de 6 à 11 ans ;
 - école secondaire, d'une durée de trois ans, pour les élèves âgés de 11 à 14 ans ;

- **Deuxième cycle d'enseignement divisé en deux types de parcours :**
 - - L'école secondaire, d'une durée de cinq ans, pour les élèves qui ont terminé avec succès le premier cycle d'enseignement. Les écoles organisent des cours dans les écoles secondaires, techniques et professionnelles pour les élèves âgés de 14 à 19 ans ;
 - - des cours d'enseignement et de formation professionnels (leFP) de trois et quatre ans sous la responsabilité des régions, également destinés aux étudiants ayant terminé avec succès le premier cycle d'enseignement.
- **Enseignement supérieur est dispensé par les universités, les établissements d'enseignement supérieur en art, musique et danse (AFAM) et les instituts supérieurs techniques (ITS), avec différents types de cours :**
 - les filières d'enseignement tertiaire proposées par les universités
 - les filières d'enseignement supérieur proposées par les établissements AFAM (Alta Formazione Artistica, Musicale e Coreutica)
 - professionnalisation des filières d'enseignement tertiaire proposées par les ITS (Istituti Tecnici Superiori)

3.2. Enseignement supérieur

Le système d'enseignement supérieur en Italie est organisé comme suit :

- l'enseignement offert par les universités
- l'enseignement offert par l'enseignement supérieur artistique et musical (Afam)
- l'enseignement et la formation techniques supérieurs offerts par les instituts techniques supérieurs (Its)

3.2.1. Enseignement universitaire

L'enseignement supérieur universitaire se déroule dans des établissements d'enseignement universitaire, qui se subdivisent comme suit : universités d'État (dont écoles ou collèges spéciaux) et universités non étatiques (dont universités télématiques).

Enfin, il existe deux autres types d'établissements qui délivrent des diplômes équivalents aux diplômes universitaires :

- les écoles supérieures de médiation linguistique (Ssml), qui proposent des formations de trois ans et délivrent des diplômes équivalents à la licence en sciences de la médiation linguistique (diplôme de premier cycle) délivrée par les universités ;
- les instituts de spécialisation en psychothérapie, qui délivrent des diplômes de psychothérapie équivalents aux diplômes de spécialisation en psychologie et disciplines connexes (diplômes de troisième cycle) délivrés par les universités.

3.2.2. Enseignement supérieur artistique et musical (Alta formazione artistica e musicale - Afam)

Les institutions qui font partie de l'Afam sont :

- Académies des beaux-arts : instituts supérieurs d'enseignement artistique, dont le but principal est de préparer à la pratique de l'art. Des cours de peinture, de sculpture, de décoration et de scénographie y sont dispensés. Il existe des académies des beaux-arts reconnues par l'État et par la loi.
- Instituts supérieurs des industries artistiques (Isia) : il s'agit d'instituts publics de formation spécifique dans le domaine du design (dessin et graphisme).

- Accademia nazionale di arte drammatica Silvio D'Amico (Académie nationale d'art dramatique Silvio D'Amico): basée à Rome, elle propose des cours de formation pour les acteurs et les metteurs en scène de théâtre dramatique.
- Conservatori di musica : instituts supérieurs d'enseignement artistique ayant pour objet l'enseignement de la musique.
- Accademia nazionale di danza : institut supérieur d'enseignement artistique dont le but est de former des danseurs et des danseuses, des solistes et des compositeurs de danse. Elle est basée à Rome.

3.2.3. Enseignement et formation techniques supérieurs proposés par l'ITS

Les ITS sont configurés comme des fondations participatives. Les entités fondatrices des instituts techniques supérieurs sont les suivantes, en tant que norme organisationnelle minimale

- un établissement d'enseignement secondaire supérieur, étatique ou égalitaire, qui, en vertu de la loi n° 40/2007, appartient à l'ordre technique ou professionnel, situé dans la province où la fondation a son siège
- une structure de formation accréditée par la Région pour l'enseignement supérieur, située dans la province où se trouve la fondation
- une entreprise du secteur de production auquel se rattache le lycée technique ;
- un département universitaire ou un autre organisme appartenant au système de recherche scientifique et technologique ;
- une autorité locale (municipalité, province, ville métropolitaine, communauté de montagne).

Les cours de formation de l'ITS :

- se dérouler sur deux ans pour un total de 1800 heures
- offrent la possibilité d'effectuer des stages en Italie ou à l'étranger
- exiger la présence obligatoire d'au moins 80 % du nombre total d'heures de cours
- avoir au moins 50% des enseignants issus du monde du travail
- avoir quelques modules d'enseignement en anglaise
- offrir l'accès aux laboratoires également en dehors des heures de cours
- accorder des crédits universitaires conformément aux critères de qualification européens (EQF, ECVET) et nationaux
- faciliter l'accès au monde du travail

À la fin des cours, après avoir passé un examen, les étudiants obtiennent un **diplôme technique supérieur** délivré par le ministère de l'Éducation et reconnu au niveau **national** et **européen**, qui permet

- l'accès au monde du travail dans le domaine de la spécialisation
- la possibilité de poursuivre leurs études à l'université

L'offre est distribuée dans tout le pays.

3.3. Administration et gestion au niveau central et/ou régional

3.3.1. Administration au niveau central

Le ministère de l'éducation est responsable de l'administration du système éducatif au niveau central. Au niveau décentralisé, et limité à l'enseignement scolaire, le ministère de l'éducation opère par le biais des offices scolaires régionaux (Usr), qui sont à leur tour divisés dans les ambiances territoriales au niveau provincial. Au niveau municipal, il n'existe pas de bureaux décentralisés du ministère. Enfin, le ministère de l'éducation se sert des organismes et agences qui opèrent au niveau national avec des fonctions de représentation, de conseil, de suivi et d'évaluation, tant au niveau des écoles que des universités et de l'Afam.

3.3.2. Le ministère de l'éducation, des universités et de la recherche (Miur)

Le ministère de l'éducation, de l'université et de la recherche (Miur), dont le siège est à Rome, est dirigé par le ministre, qui détermine ses politiques avec l'aide du vice-ministre, le cas échéant, des sous-secrétaires et des bureaux de collaboration directe, tels que le Cabinet, qui coordonne toutes les activités des bureaux de collaboration étroite du ministre, le Bureau législatif, le Secrétariat du ministre, le Secrétariat technique et le Bureau de presse. Le ministère de l'éducation est organisé en trois départements. Le département de l'éducation exerce des fonctions relatives à l'application du règlement scolaire et à l'organisation générale de l'enseignement scolaire, à la définition des objectifs de formation et au statut juridique, économique et de sécurité sociale du personnel scolaire. Le département de planification et de gestion des ressources humaines, financières et instrumentales exerce des fonctions relatives à la politique financière, aux achats, à la gestion des ressources humaines de l'administration scolaire, à la gestion des systèmes d'information. Le département des universités, de l'enseignement supérieur artistique, musical et coreutique et de la recherche exerce des fonctions spécifiques liées au niveau de l'enseignement supérieur, notamment des fonctions de direction et de coordination, de réglementation générale et de financement des universités ; le suivi et l'évaluation des universités et de l'enseignement supérieur artistique, musical et coreutique ; le statut des étudiants universitaires et de l'Afam ; la mise en œuvre des normes européennes et internationales ; la direction, la planification et la coordination de la recherche aux niveaux national, international et européen.

3.3.3. Les bureaux régionaux des écoles (Usr)

Le bureau scolaire régional est un bureau périphérique du ministère de l'éducation. En règle générale, il est divisé en fonctions et est présent sur le territoire avec des bureaux au niveau provincial (ambiti territoriali). L'Usr contrôle le respect des règles générales de l'enseignement et des niveaux essentiels de performance, l'application du règlement scolaire, les niveaux d'efficacité de l'action éducative et le respect des normes prévues. L'ambitus territorial, au niveau provincial, est configuré comme une articulation interne de l'Usr, et manque donc de sa propre autonomie opérationnelle. Les ambiances territoriales exercent, entre autres, des fonctions d'assistance, de conseil et de soutien aux écoles pour les procédures administratives et administrativo-comptables, pour la planification et l'innovation de l'offre éducative, et réalisent des activités de contrôle sur les bâtiments scolaires et la sécurité des bâtiments. Ils s'occupent de l'état d'intégration des élèves immigrés et handicapés, de la promotion et de l'encouragement de la participation des élèves et, en liaison avec les municipalités, vérifient le respect de la scolarité obligatoire. Ils exercent toute autre fonction déléguée par le directeur général de l'Usr. Il n'existe pas de bureaux périphériques du Miur au niveau municipal. Pour l'enseignement supérieur (université et Afam), il n'existe pas de bureaux périphériques du Miur, que ce soit au niveau régional ou municipal.

3.3.4. Autres organismes et agences

Les autres organismes opérant au niveau central sont : le Conseil national de l'enseignement public, un organe consultatif qui assiste le ministre dans la planification et le suivi de la politique scolaire, l'Institut national d'évaluation du système éducatif (Invalsi) et l'Institut national de documentation, d'innovation et de recherche en éducation (Indire). En ce qui concerne les filières de formation professionnelle de trois ans, l'agence de référence pour les activités de recherche, le suivi des filières de formation, la gouvernance des politiques et des systèmes et l'assistance technique aux régions est l'Institut pour le développement de la formation professionnelle des travailleurs (Isfol). Au niveau de l'enseignement supérieur, le Conseil national des universités (CUN) et le Conseil national du haut enseignement artistique et musical (Cnam), respectivement pour le secteur universitaire et pour le secteur Afam, ont pour mission de formuler des avis et des propositions sur des questions d'intérêt général, notamment en matière de planification, d'approbation des règlements pédagogiques, de recrutement des enseignants et des chercheurs. Le Conseil national des étudiants de l'université (Cnsu), est l'organe représentatif des étudiants au niveau national, avec des tâches de

conseil et de proposition sur des questions d'intérêt général pour l'université. Les fonctions d'assurance qualité du système universitaire sont assurées par l'Agence nationale d'évaluation du système universitaire et de la recherche (Anvur), un organisme public supervisé par le Miur. Enfin, la Conférence des chanceliers d'université italiens (Cru) se prononce sur la détermination, pour chaque période triennale, des objectifs du système universitaire et de l'affectation des ressources financières fixées par le ministère, et exerce un rôle de propulsion visant à une meilleure gestion du système éducatif et scientifique.

3.3.5. Administration au niveau régional

Les régions disposent d'une compétence législative concurrente en matière d'éducation et d'une compétence exclusive en matière d'enseignement et de formation professionnels, tant pour la planification que pour la gestion et l'offre de formation par le biais de structures agréées. Les Régions exercent ces compétences en étroite collaboration, par le biais de la Conférence unifiée État/Régions, avec le Miur et le ministère du Travail et des Politiques sociales, qui définissent les niveaux essentiels des services visés, respectivement, au système éducatif et au système de formation professionnelle. Les Régions exercent les fonctions relevant de leur compétence dans le domaine de l'éducation et de la formation par l'intermédiaire des départements de l'éducation et de la formation.

3.4. Les Certifications en Italie et dans la région du Piémont

3.4.1. Le cadre national de certification

Avec le décret MLPS-MIUR du 8 janvier 2018, publié au Journal officiel n° 20 du 25 janvier 2018, le cadre national des certifications (CNC) a été établi comme outil de description et de classification des certifications délivrées dans le cadre du système national de certification des compétences.

Le NQF représente le dispositif national de référencement des qualifications italiennes au cadre européen des qualifications, avec pour fonction de **relier le système de qualifications italien aux systèmes des autres pays européens**.

Le CNC a également pour objectif de coordonner et de renforcer les différents systèmes qui contribuent à l'offre publique de formation tout au long de la vie et de services d'identification, de validation et de certification des compétences :

- en améliorant l'accessibilité, la **transparence** et la perméabilité des qualifications ;
- en facilitant la **dépendabilité** des qualifications au niveau national et européen ;
- en promouvant la centralité de l'individu et la valorisation des expériences individuelles, également par l'identification, la validation et la **certification des compétences acquises dans des contextes non formels et informels**, y compris celles acquises dans des contextes d'apprentissage en milieu professionnel ;
- en contribuant à la qualité de la formation et à la valorisation des compétences des individus dans une **perspective d'épanouissement personnel, civique, social et professionnel**.

Le référencement au CNC des certifications de l'offre publique d'éducation et de formation tout au long de la vie au CNC permet l'inclusion des certifications dans le **Répertoire national des certifications d'éducation et de formation et des certifications professionnelles**.

Le CNC est élaboré

- sur **trois dimensions** descriptives des compétences en termes de : **connaissances ; aptitudes ; autonomie et responsabilité**. Ces dimensions sont articulées dans des descripteurs qui les expriment fonctionnellement, afin de les adapter au système national de certification des compétences ;
- en **huit niveaux** caractérisant la complexité croissante de l'apprentissage au regard des dimensions susmentionnées.

La référence au CNC est obligatoire pour toutes les qualifications à des fins de validation et de certification dans le cadre du système national de certification des compétences.

Les procédures de référencement au CNC sont gérées par le point de coordination national du CEC à l'ANPAL, qui fait appel à l'INAPP pour l'évaluation indépendante des propositions de référencement.










Le processus de référencement se compose de **quatre phases** :

- **initiation** : l'organisme public ou l'organisation propriétaire soumet une demande au point de coordination national du CEC, avec les éléments descriptifs et connotatifs de la certification, y compris une proposition de référencement de la certification au niveau du CEC.
- **enquête préliminaire** : le point de coordination national du CEC traite les demandes de référencement de la qualification au CNC ;
- **évaluation indépendante** : l'INAPP procède à une évaluation indépendante de la demande de référencement et rédige un avis obligatoire non contraignant ;
- **approbation et publication** : le point de coordination national du CEC approuve le référencement au CNC et l'insertion qui en découle dans le répertoire national des certifications de l'enseignement et de la formation et des certifications professionnelles ou dans la section "Certifications référencées au cadre national des certifications non incluses dans le répertoire national".

3.4.2. Dispositions régionales sur la certification des compétences

Conformément aux évolutions au niveau national introduites par le [décret législatif 13 du 16 janvier 2013](#) et le [décret interministériel du 30 juin 2015](#), la Région Piémont a redéfini le système de certification en adoptant :

- nouveaux principes de certification ;
- de nouveaux modèles d'attestation ;
- le [Texte](#) consolidé des indications opérationnelles pour la certification des compétences et pour la reconnaissance des crédits, avec une partie consacrée aux figures en charge du système.

L'Amministrazione	Tem	Servizi	Bandi Enti Locali	Piemonte
Atti collegati				
Tipo di atto	Provvedimento nazionale			
Link di riferimento	D.lgs 13/2013 Norme generali e dei livelli essenziali delle prestazioni per l'individuazione e validazione degli apprendimenti non formali e informali 			
Tipo di atto	Provvedimento nazionale			
Link di riferimento	Decreto ministeriale 30 giugno 2015 Definizione di un quadro operativo per il riconoscimento a livello nazionale delle qualificazioni regionali e delle relative competenze 			
Tipo di atto	Provvedimento interno			
Link di riferimento	I nuovi principi della certificazione 			
Tipo di atto	Provvedimento interno			
Link di riferimento	Nuovi modelli di attestazione 			
Tipo di atto	Provvedimento interno			
Link di riferimento	Testo Unico sulla certificazione delle competenze comunque acquisite 			
Allegati	<p> PARTE A Manuale sulla certificazione delle competenze e il riconoscimento dei crediti (IN AMBITO FORMALE) File pdf - 309.48 KB</p> <p> PARTE B Manuale per l'individuazione, la validazione e la certificazione delle competenze acquisite in AMBITO NON FORMALE E INFORMALE File pdf - 271.46 KB</p> <p> PARTE C Linee Guida per l'individuazione, la validazione e la certificazione delle competenze acquisite in AMBITO NON FORMALE E INFORMALE File pdf - 806.2 KB</p> <p> PARTE D Le figure professionali a presidio del sistema File pdf - 201.71 KB</p>			
Tipo di atto	Provvedimento interno			

L'apprentissage a lieu partout et se distingue comme suit :

- **Apprentissage formel** : il s'agit des parcours d'apprentissage qui délivrent une certification reconnue (par exemple, cours de formation professionnelle, école, université) ;
- **Apprentissage non formel** : il s'agit des contextes ayant un objectif de formation qui ne relèvent pas des institutions formelles (par exemple, la fonction publique, le travail social privé) ;
- **L'apprentissage informel** : il s'agit de l'apprentissage dans le cadre de la vie quotidienne et des interactions qui en découlent (par exemple, le travail, la famille et la vie sociale).

Selon le domaine dans lequel l'apprentissage a lieu, il existe différentes indications opérationnelles concernant :

- certification de l'apprentissage formel
- la certification de l'apprentissage dans des contextes non formels et informels

3.4.3. Certification de l'apprentissage formel

Les structures de formation qualifiées par la Région Piémont pour la certification des compétences dans le domaine formel doivent avoir

- l'accréditation régionale ;
- présence d'au moins un opérateur de certification (OC).

En effet, la Région emploie une **figure habilitée** à reconnaître les crédits de formation et à certifier les compétences dans les cours de formation (sphère formelle) : le responsable de la certification ou opérateur de certification (OC).

Les noms des opérateurs de certification et des organismes accrédités pour lesquels ils travaillent sont inclus dans une liste **publique** gérée et mise à jour par la Région.

Les OC ont pour mission d'effectuer les "opérations de certification" en appliquant les [indications opérationnelles](#) relatives à la certification de l'apprentissage formel.

4. Le système ITS en Italie et au Piémont

La formation technique non académique de haut niveau offerte par les ITS – Instituts Techniques Supérieurs - est un canal de formation créé pour élargir et intégrer l'offre de formation académique avec une formation technique hautement qualifiée pour les jeunes diplômés.

Le système ITS italien est né en s'inspirant des expériences européennes (en particulier françaises et allemandes) et s'est développé grâce à une coopération étroite entre le domaine de la formation et les entreprises.

Grâce à la contamination entre le système de formation et le système entrepreneurial, les ITS se consolident au fil des années comme un système dynamique et flexible, fortement connecté aux chaînes de production et fortement orienté vers l'innovation technologique.

4.1. Cadre réglementaire et caractéristiques des cours

Formellement introduite en 1999, la formation technique supérieure est née en Italie avec la mise en place des cours IFTS (Enseignement et Formation Techniques Supérieurs), fortement orientés pour répondre aux besoins issus du système de production et, en même temps, favorisant la transition professionnelle des jeunes qui sortent des parcours de formation secondaire en promouvant les professions techniques. Bien qu'innovants par rapport à l'offre de formation existante, les IFTS sont des cours de spécialisation au sein du 4ème niveau EQF (European Qualifications Framework) et donc assimilables à un diplôme d'études secondaires. En 2008, dans le cadre de la réorganisation du système d'enseignement et de formation techniques supérieurs, pour combler l'absence d'un canal privilégié pour l'obtention d'un diplôme postsecondaire non académique de niveau EQF 5, la réglementation (Lignes guide pour la réorganisation du Système d'enseignement et formation technique supérieure et la création d'instituts techniques supérieurs) introduit des instituts techniques supérieurs (ITS).

Les étapes suivantes complètent, simplifient et mettent de l'ordre dans la législation, en particulier:

- En 2011, le Décret interministériel n° 144 (MIUR en accord avec le ministère du Travail et des Politiques sociales) a identifié les 29 figures professionnelles de référence pour les diplômes, les divisant en 6 pôles technologiques. Le décret identifie les compétences technico-professionnelles communes au domaine technologique et propres à chaque figure ainsi que les compétences générales de base communes à tous les domaines technologiques (linguistiques, communicatives, relationnelles, scientifiques et technologiques, juridiques et économiques, organisationnelles et managerielles). Le décret précise que le diplôme technique supérieur peut également être obtenu en apprentissage.
- En 2013 le Décret interministériel n° 91 simplifie la législation et précise les modalités de réalisation de l'offre de formation au niveau territorial (sur la base des priorités indiquées par la planification régionale d'aménagement du territoire sur la base de plans triennaux).
- En 2014, l'accord de conférence unifié Etats-régions définit enfin les modalités de suivi et d'évaluation du dispositif et attribue à l'institut National INDIRE la mission de la création d'une base de données nationale du système d'enseignement et de formation techniques supérieurs.

A suivre une liste des mesures qui ont conduit à la mise en place des cours ITS:

Legge n. 144 del 17 maggio 1999, art. 69 concernente: "Misure in materia di investimenti, delega al Governo per il riordino degli incentivi all'occupazione e della normativa che disciplina l'INAIL, nonché disposizioni per il riordino degli enti previdenziali" – link: <https://www.gazzettaufficiale.it/eli/id/1999/06/12/099A4665/sg>

Legge n. 40 del 2 aprile 2007 ex. art. 13 - Conversione in legge con modificazioni del Decreto legge 31 gennaio 2007, n. 7, recante: "Misure urgenti per la tutela dei consumatori, la promozione della concorrenza, lo sviluppo di attività economiche e la nascita di nuove imprese" – link: <https://www.gazzettaufficiale.it/eli/id/2007/04/02/007G0055/sg>

D.P.C.M. del 25 gennaio 2008 - Decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri recante "Linee guida per la riorganizzazione del Sistema di istruzione e formazione tecnica superiore e la costituzione degli Istituti tecnici superiori" – link: <https://www.miur.gov.it/web/guest/-/dpcm-del-25-gennaio-2008>

Decreto interministeriale 07 settembre 2011 del MI di concerto con il MLPS, adottato ai sensi della legge 17 maggio 1999, n. 144, articolo 69, comma 1, recante "norme generali concernenti i Diplomi degli Istituti Tecnici Superiori (ITS) e relative figure nazionali di riferimento, la verifica e la certificazione delle competenze di cui agli artt. 4, comma 3, e 8, comma 2, del DPCM 25 gennaio 2008" – link: <https://www.miur.gov.it/web/guest/-/decreto-interministeriale-n-8327-del-7-settembre-2011-norme-general-per-gli-its>

Decreto interministeriale 07 febbraio 2013 relativo alle Linee guida di cui all'art. 52 commi 1 e 2, della legge 35 del 04 aprile 2012, contenente le misure di semplificazione e di promozione dell'istruzione tecnico professionale e degli istituti tecnici superiori – link: <https://www.miur.gov.it/web/guest/-/decreto-interministeriale-91-del-7-febbraio-2013>

Legge n. 107 del 13 luglio 2015 relativa alla "Riforma del sistema nazionale di istruzione e formazione e delega per il riordino delle disposizioni legislative vigenti" – link: <https://www.gazzettaufficiale.it/eli/id/2015/07/15/15G00122/sg>

L'Accordo di Conferenza unificata del 5 agosto 2014 definisce il Sistema di monitoraggio e valutazione del sistema ITS.

Decreto Interministeriale prot. n.713 del 16 sett. 2016 recante "Linee guida in materia di semplificazione e promozione degli ITS a sostegno delle politiche di istruzione e formazione sul territorio e dello sviluppo dell'occupazione dei giovani, a norma dell'articolo 1, comma 47, della legge 13 luglio 2015, n. 107 recante la riforma del sistema nazionale di istruzione e formazione e delega per il riordino delle disposizioni legislative vigenti" – link:

Decreto Interministeriale prot. n. 762 del 04 ott. 2016 recante "Linee guida per unificare le prove di verifica finale dei percorsi degli Istituti tecnici superiori con le prove di esame di abilitazione allo svolgimento della professione di ufficiale di marina mercantile, di coperta e di macchina a norma dell'articolo 1, comma 48, della legge 13 luglio 2015, n. 107" – link: <https://www.indire.it/wp-content/uploads/2017/05/Decreto-Interministeriale-prot.-n.713-del-16-sett.-2016.pdf>

Les cours ITS sont financés aussi bien par des fonds nationaux et régionaux:

- Fond "ordinaire" visé à l'article 1, paragraphe 875, de la loi du 27 décembre 2006, n. 296, augmenté (à partir de 2018) du Fond «Entreprise 4.0» visé à l'article 1, paragraphe 67, de la loi no. 205;
- Loi Budgétaire;
- Ressources POR FSE (Programme Opérationnel Régional)

Le plan territorial pluriannuel prévoit une allocation des ressources régionales pour trois ans et une ultérieure distribution par le biais d'Appels annuels de mise en oeuvre (pour la sélection des parcours et pour l'engagement annuel des ressources régionales et nationales).

Les organismes dispensant les cours sont les fondations participatives, les institutions de droit privé ayant personnalité juridique, composées par établissements d'enseignement, agences de formation, entreprises, organismes de recherche scientifique et technologique et collectivités locales. La gouvernance des Fondations est mise en oeuvre à travers les organes statutaires prévus: l'Assemblée Participante, le Comité de Pilotage, le Comité Scientifique Technique, le Président et le Bureau Exécutif. Les activités des Instituts Techniques Supérieurs sont organisées sur la base de plans triennaux élaborés par les Régions (art.11 de l'arrêté du Premier ministre – DPCM - du 25 janvier 2008) qui définissent les priorités de la programmation régionale en référence aux domaines technologiques considéré comme stratégique pour la compétitivité du système économique national et régional.

Par le biais des appels, les Régions invitent les instituts techniques supérieurs à soumettre les propositions de formation sur la base de 29 profils professionnels nationaux relatifs aux 6 domaines technologiques.

Les ITS, chaque an, s'engagent concevoir leur formations sur la base des besoins professionnels des entreprises du secteur en s'adaptant aux compétences, connaissances requises (le c.d. "curvature" – adaptation e mise à jour des parcours). Cette flexibilité rend le parcours extrêmement cohérent avec l'évolution du marché et les besoins des entreprises. Cela signifie que même dans un cadre national de référence, chaque région peut financer des formations qui répondent à la fois aux besoins du tissu productif local et favorisent l'employabilité des étudiants.

Les bénéficiaires des formations sont les étudiants ayant réussi un diplôme d'études secondaires de deuxième cycle ou un diplôme de formation professionnels (IeFP) de quatre ans et d'une spécialisation acquise grâce à un cursus annuel complémentaire d'enseignement et de formation techniques supérieurs (IFTS).

La durée des cours est de 4 à 6 semestres de formation, chacun comprenant des heures d'activités théoriques et pratiques. Un stage en entreprise d'au moins 540 heures (30% du nombre d'heures total -1800) est obligatoire et, de plus, les étudiants peuvent être placés en entreprise avec un contrat d'apprentissage de haut niveau de formation et de recherche.

50% des enseignants/formateurs sont issus du monde du travail.

La flexibilité d'organisation et de planification des ITS s'accompagne d'une flexibilité méthodologique et didactique. La principale caractéristique des cours ITS est, en fait, l'enseignement innovant caractérisé par l'introduction de méthodologies actives et participatives, par la présence d'ateliers technologiquement avancés, par l'application de technologies 4.0, par les collaboration avec les entreprises pour développer des projets expérimentaux.

A la fin du parcours ITS, se déroule un examen final conduit par des commissions composées de représentants de l'école, de l'université, de la formation professionnelle et d'experts du monde du travail. Le résultat positif de l'examen conduit à l'obtention du diplôme national de Technicien Supérieur, certification des compétences correspondant au 5ème niveau du cadre européen des certifications (CEC) ou au 5ème niveau de la classification internationale type de l'éducation (Classification internationale type de l'éducation - CITE).

Pour encourager la mobilité aux niveaux national et européen, la qualification est accompagnée du supplément EUROPASS qui fournit des informations sur les acquis de l'apprentissage (macro-compétences) et sur le programme d'études.

Enfin, la législation définit les modalités de connexion entre le système ITS et le système universitaire, reconnaissant les crédits de formation universitaire (CFU) pouvant être utilisés pour une éventuelle poursuite des études dans l'enseignement supérieur universitaire: minimum 40 CFU pour les cours de deux ans (correspondant à 6 examens) et au moins 62 UFC pour les cours de trois ans.

4.2. Le système ITS au Piémont: caractéristiques et offre de formation dans le domaine de l'énergie/de l'environnement

Au Piémont, il ya trois cours relatifs au domaine technologique de l'efficacité énergétique dispensés par la Fondation ITS Energia Piemonte (www.its-energiapiemonte.it):

- TS pour les économies d'énergie dans la construction durable
- TS pour l'approvisionnement énergétique et la construction d'installations
- TS pour la gestion et le contrôle des centrales énergétiques

Le premier parcours vise à former des professionnels et des techniciens (building manager) capables d'opérer dans les phases d'analyse, de conception et de construction de bâtiments en appliquant les méthodes et technologies de l'écoconstruction et plus généralement de la construction durable. Le technicien en économie d'énergie dans la construction durable s'occupe et gère les activités liées aux économies d'énergie et à l'évaluation, aux enveloppes de bâtiments à haut rendement, aux systèmes thermotechniques alimentés par des énergies alternatives, à l'acoustique, à la domotique et évalue également l'impact environnemental.

Le deuxième vise à former des professionnels et des techniciens (energy plant manager) qui interviennent dans la fourniture d'énergie, notamment à partir de sources renouvelables, et aux différentes étapes de construction d'usines de production et de distribution d'énergie. Le technicien de l'approvisionnement énergétique et de la construction des installations s'occupe de la conception des installations, du suivi de l'installation, du processus d'autorisation et des contrôles généraux et réalise des activités de soutien dans les différents processus de production d'énergie (à partir de sources renouvelables et non). Effectue l'évaluation énergétique des systèmes civils.

Le troisième parcours vise à former des professionnels et des techniciens (gestionnaires de l'énergie) qui travaillent dans l'analyse et la gestion de systèmes de production, de transformation et de distribution d'énergie. Le technicien chargé de la gestion et de la vérification des installations s'occupe de l'entretien des installations - notamment celles liées aux énergies renouvelables - mais aussi, plus généralement, d'efficacité et d'économies d'énergie aussi bien des bâtiments que des processus de production notamment à partir de l'analyse et de l'évaluation des performances.

D'un point de vue législatif, nous tenons à souligner la récente loi n° 99 du 15/07/2022, en attendant l'application de décrets spécifiques, qui prévoit

- Inclusion de nouveaux chiffres de référence professionnels nationaux
- Relance des cours de trois ans (CEC 6)

5. Projet InterBITS – Alcotra

5.1. Eléments d’analyse issus du projet

Le projet s'est développé jusqu'à présent et a fourni les éléments d'analyse suivants :

Dans le détail, la recherche comparative (voir tâche 3.1.1 et tâche 4.1.1) a analysé l'offre de formation dans le domaine de l'énergie et de la construction après l'obtention du diplôme et l'a mise en relation avec les besoins des entreprises :

- Du côté français (dans les Alpes-Maritimes et en Savoie), elle est principalement composée de parcours liés à la construction, tandis que les formations spécifiques à l'énergie sont absentes.
- Dans le Piémont, il existe 3 profils liés à l'efficacité énergétique dont 1 avec un parcours d'étude principalement lié à la construction durable et en général à l'efficacité des enveloppes et 2 orientés vers l'efficacité énergétique des systèmes de production ainsi que vers la fourniture et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables.
- Les parcours de niveau CEC5 liés au traitement et à la gestion des déchets, à l'économie circulaire, au traitement et à la gestion de l'eau sont absents dans les deux domaines.

En ce qui concerne les besoins des entreprises, la recherche a mis en évidence les principales questions stratégiques dans lesquelles les entreprises ont l'intention d'investir dans les années à venir :

- L'efficacité énergétique et l'optimisation des bâtiments et installations (neufs ou existants) ;
- La durabilité environnementale appliquée à la production et à l'utilisation de l'énergie (y compris l'intérêt pour la production d'énergie à partir de sources renouvelables) ;
- L'économie circulaire et la gestion/valorisation des déchets organiques et non organiques (y compris l'utilisation de matières premières recyclées et la réutilisation/le renouvellement/la régénération et la prolongation de la durée de vie des produits).

Pour chaque thème (analyse et traitement de l'eau ; valorisation des déchets et sous-produits ; production d'énergie renouvelable), l'analyse d'excellence s'est concentrée sur les ressources que les partenaires du projet InterBITS peuvent mettre à disposition pour la préparation d'un nouveau cours de formation binational.

En résumé, l'analyse des ressources a montré que :

- Le thème de l'analyse et du traitement de l'eau doit être développé davantage, tant sur le plan organisationnel que, surtout, territorial. D'après l'enquête réalisée, le traitement du contenu lié au sujet nécessite que les partenaires d'InterBITS investissent davantage dans la recherche et la mise en réseau des ressources.
- Le thème de la valorisation des déchets et des sous-produits recoupe de nombreux secteurs de produits et de production et les partenaires d'InterBITS ont développé (chacun pour son domaine d'intérêt) des compétences et des projets spécifiques.
- Le thème de la production d'énergie renouvelable peut s'appuyer sur de vastes ressources méthodologiques, organisationnelles et territoriales. Ces ressources sont le résultat de collaborations antérieures, au sein du partenariat InterBITS (Envipark et GipFiPAN ; GipFiPAN et ITS Energy Efficiency Foundation).

Comme le montre la recherche, l'offre éducative dans le territoire d'Alcotra, bien qu'avec les spécificités de chaque zone, est principalement axée sur l'efficacité énergétique et l'optimisation des bâtiments et des installations, ainsi que sur la production d'énergie renouvelable. Si nous élargissons notre vision, un certain nombre de sujets stratégiques pour les entreprises apparaissent qui ne font pas actuellement l'objet d'un enseignement post-secondaire et tertiaire non académique. Alors que les entreprises sont touchées par la nécessité de repenser les produits/processus, les modèles

organisationnels et l'utilisation des matières premières/de l'énergie, ainsi que de réduire les déchets et les sous-produits, il y a une pénurie de professionnels adéquatement formés pour :

- Guider les entreprises dans la transaction énergétique et vers des modèles d'économie circulaire ;
- Reconcevoir les objets selon des critères de modularité et de polyvalence tout au long de leur cycle de vie ;
- Concevoir de nouvelles filières de valorisation des déchets en les transformant en secondes matières premières ;
- Activer les mécanismes vertueux de la symbiose industrielle
- L'obtention d'énergie à partir de déchets.

Afin de former ce type de profil (voir tâche 4.4.2), un cours de formation a été mis en place :

Profil	TECHNICIEN SUPÉRIEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE
Durée	2 ans - 1800 heures (dont 700 heures de stage) 20 heures d'examen
Articulation du parcours (Unités de formation)	<ul style="list-style-type: none"> • COMPÉTENCES CLÉS ET PRINCIPES HORIZONTAUX RDP (60 heures) <i>Durabilité environnementale ; égalité des chances et non-discrimination ; communication et compétences non techniques ; esprit d'entreprise et éducation financière.</i> • BASE ET TRANSVERSAL (190 heures) <i>Anglais technique et commercial ; compétences numériques pour la gestion de projet ; santé et sécurité des travailleurs - risques généraux et spécifiques ; mathématiques appliquées, statistiques et analyse des données ; physique technique appliquée ; gestion et organisation des affaires, systèmes BIM.</i> • PROFESSIONNELS (830 heures) <i>Chimie et technologie des matériaux éco-durables ; Conception, critères et sw circulaires ; Législation environnementale ; Économie et financement du développement durable ; Microbiologie et écologie appliquée ; Chaînes de production et établissements, usines et cycles ; Analyse du cycle de vie et méthodologies de mesure de la circularité ; Faisabilité technique/économique et mise en œuvre de modèles d'économie circulaire ; Façons de mettre en œuvre des processus de symbiose industrielle ; Déchets. Généralités, gestion de la collecte et de la valorisation ; technologies de production de MPS à partir de déchets, en particulier de métaux, de plastiques, de verre, de papier ; techniques de production et de fourniture d'énergie à partir de déchets ; méthodologies d'échantillonnage et de mesure des impacts environnementaux ; techniques d'efficacité énergétique ; utilisation de sources d'énergie renouvelables ; techniques de réduction/traitement des polluants ; logistique durable ; développement d'idées de projets d'éco-innovation.</i>
Ressources nécessaires (estimé sur la base d'un parcours ITS)	<p>Rôles/fonctions : président/directeur, secrétariat général, secrétariat des cours, administration/comptabilité, responsable de cours, tuteur de cours, responsable du service des stages et/ou de l'emploi, responsable de l'orientation, responsable de la communication (plusieurs rôles/fonctions peuvent être tenus par la même personne).</p> <p>Enseignement : environ 20/30 enseignants (au total, on estime que 70% des enseignants sont issus du monde du travail)</p> <p>Activités d'atelier : environ 150/200 heures (utilisation de laboratoires, d'équipements et d'outils fournis par des centres de recherche, des pôles d'innovation, des universités, des entreprises, etc.)</p> <p>Réseau d'entreprises : environ 150 à 200 entreprises disposées à accueillir les stagiaires en stage et à proposer des parcours d'insertion professionnelle.</p>
N. étudiants	25/30

5.2. Emergence d'un profil de technicien en économie circulaire

Compte tenu de tout cela, et pour offrir aussi de nouvelles opportunités d'emploi aux jeunes, la refonte d'un profil existant du domaine de l'énergie est proposée.

Nom du Profil National : TECHNICIEN SUPÉRIEUR POUR L'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET LA CONSTRUCTION D'INSTALLATION TECHNIQUES

Nom du nouveau parcours : TECHNICIEN SUPÉRIEUR POUR L'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET LA CONSTRUCTION D'INSTALLATION TECHNIQUES – CIRCULAR ECONOMY MANAGER

Descriptif

Le CIRCULAR ECONOMY MANAGER (MANAGER de l'ECONOMIE CIRCULAIRE), par le biais de la revalorisation des matières et la production d'énergie à partir des déchets, intervient dans le secteur du recyclage, du réemploi et de la valorisation des déchets, des co-produits et des déchets résultants de la production et dans l'accompagnement des entreprises dans la transition vers les modèles économiques de l'économie circulaire.

Son activité inclut :

- L'étude et le développement de chaînes de valorisation des déchets pour la création de matières premières secondaires, en évaluant leur potentiel d'accès au marché, également à travers des mécanismes de symbiose industrielle
- La gestion d'installations de production d'énergie à partir de déchets
- La gestion des déchets liquides et des stations d'épuration des eaux usées industrielles
- L'application des méthodologies d'analyse du cycle de vie, Life Cycle Assessment (LCA)
- Check-up des entreprises pour étudier le degré de circularité et d'éco-durabilité des processus
- Études de faisabilité technique / économique / organisationnelle et accompagnement à la transition

Le Technicien travaille essentiellement en groupes de travail multidisciplinaires en collaborant avec des techniciens experts sur les matériaux, la conception, les procédés technologiques et les systèmes de production relatifs aux différentes chaînes des secteurs manufacturiers, artisanaux et agro-industriels ; il collabore également avec des experts en sciences de l'environnement, en chimie industrielle, en bioéconomie et en sciences juridiques.

Le Technicien pourra trouver un emploi dans des consortiums/entreprises de traitement et de valorisation énergétique des déchets, des studios de conception, des sociétés de conseil aux entreprises, des centres de recherche, des entreprises.

UF du parcours de formation

UF – Compétences clés et principes horizontaux communs

- DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE
- ÉGALITÉ DES CHANCES ET NON-DISCRIMINATION
- COMMUNICATION ET SAVOIR-FAIRE (soft-skills)
- ENTREPRENEURIAT ET ÉDUCATION FINANCIÈRE

UF – Compétences transversales

- LANGUE ANGLAISE TECHNIQUE ET ANGLAIS DES AFFAIRES
- COMPÉTENCES NUMÉRIQUES POUR LA GESTION DE PROJET
- SÉCURITÉ ET SANTÉ DES TRAVAILLEURS - RISQUES GÉNÉRAUX ET SPÉCIFIQUES
- MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES, STATISTIQUES ET ANALYSE DE DONNÉES
- PHYSIQUE TECHNIQUE APPLIQUÉE
- SYSTÈMES BIM
- GESTION ET ORGANISATION D'ENTREPRISE

UF – Compétences technico-professionnelles

- CHIMIE ET TECHNOLOGIE DES MATÉRIAUX ÉCO-DURABLES
- CONCEPTION CIRCULAIRE, CRITÈRES ET LOGICIELS
- LÉGISLATION ENVIRONNEMENTALE
- ÉCONOMIE ET FINANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- MICROBIOLOGIE ET ÉCOLOGIE APPLIQUÉE
- CHAINES ET IMPLANTATIONS DE PRODUCTION : INSTALLATIONS ET CYCLES
- MÉTHODES D'ANALYSE DU CYCLE DE VIE ET DE MESURE DE LA CIRCULARITÉ
- FAISABILITÉ TECHNIQUE/ÉCONOMIQUE ET MISE EN ŒUVRE DE MODÈLES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE
- MÉTHODE DE MISE EN ŒUVRE DES PROCESSUS DE SYMBIOSE INDUSTRIELLE
- LES DÉCHETS : INFORMATIONS GÉNÉRALES, GESTION DE LA COLLECTE ET DE LA RÉCUPÉRATION
- TECHNOLOGIES POUR LA GÉNÉRATION DE MPS À PARTIR DES DÉCHETS, EN PARTICULIER À PARTIR DE MÉTAUX, PLASTIQUES, VERRE, PAPIER
- TECHNIQUES DE PRODUCTION ET D'APPROVISIONNEMENT D'ÉNERGIE À PARTIR DES DÉCHETS
- MÉTHODES D'ÉCHANTILLONNAGE ET DE MESURE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX
- TECHNIQUES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
- UTILISATION DE SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES
- TECHNIQUES DE RÉDUCTION/TRAIITEMENT DES POLLUANTS
- LOGISTIQUE DURABLE
- DÉVELOPPEMENT D'IDÉES DE CONCEPTION POUR L'ÉCO-INNOVATION

5.3. Emergence de plusieurs hypothèses - France

5.3.1. BTS (Brevet de Technicien Supérieur)

- **Niveau d'étude : niveau 5 (BAC+2)**
- **CAS 1 : nouveau parcours BTS**
- **Thématique** : économie circulaire
- **Organisme de validation** : Ministère de l'Education Nationale
- **Délais** : plusieurs années
- **CAS 2 : Option dans un BTS existant**
- **Thématique** : économie circulaire
- **Organisme de validation** : Ministère de l'Education Nationale
- **Délais** : plusieurs années
- **CAS 3 : Modules de formation dans un BTS existant**
- **Thématique** : économie circulaire
- **Organisme de validation** : Etablissement dispensant le BTS
- **Délais** : plusieurs mois

5.3.2. Titre Professionnel

Un titre professionnel est une certification professionnelle qui permet d'acquérir des compétences professionnelles spécifiques et favorise l'accès à l'emploi ou l'évolution professionnelle de son titulaire. Il atteste que son titulaire maîtrise les compétences, aptitudes et connaissances permettant l'exercice d'un métier. Les titres professionnels sont enregistrés dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) géré par France compétences. Les titres professionnels sont composés de blocs de compétences dénommés certificats de compétences professionnelles (CCP).

- **Niveau d'étude : niveau 5 (BAC+2)**
- **CAS 1 : nouveau Titre Professionnel**
- **Thématique** : économie circulaire
- **Organisme de validation** : Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion
- **Délais** : plusieurs mois/années
- **CAS 2 : adapter un Titre professionnel existant**
- **Thématique** : économie circulaire
- **Organisme de validation** : Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion
- **Délais** : plusieurs mois

5.3.3. Bachelor

L'objectif du Bachelor est clair : permettre à l'étudiant de trouver un emploi le plus rapidement possible au terme de ses études.

- **Niveau d'étude : niveau 6 (BAC+3)**
- **CAS 1 : nouveau Bachelor**
- **Thématique** : économie circulaire
- **Organisme de validation** : Université, établissements privés ou Ministère compétent selon la spécialité
- **Délais** : plusieurs mois
- **CAS 2 : Adapter un Bachelor existant**
- **Thématique** : économie circulaire
- **Organisme de validation** : Université, établissements privés ou Ministère compétent selon la spécialité
- **Délais** : plusieurs mois

6. Démarches administratives et institutionnelles propres à chaque hypothèse - France

6.1. A partir d'un BTS existant – ajout d'un module complémentaire non certifiant

6.1.1. Identification de deux BTS supports

Après consultation de la liste des diplômes professionnels de l'Education nationale (édition 2021), il apparaît que certains diplômes rattachés à la CPC Construction nous intéressent particulièrement :

- BTS Management économique de la construction
 - 1^{ere} session de formation en 2023
 - Fiche RNCP en cours de réalisation
 - Remplace le BTS Etudes et économie de la construction
 - Date de l'arrêté de création : 11/12/2020
- BTS Fluides-énergies-domotique option A génie climatique et fluidique / option B froid et conditionnement d'air / option C domotique et bâtiments communicants
 - 1^{ere} session de formation en 2016
 - Fiche RNCP n°20807
 - Date de l'arrêté de création : 26/02/2014

Résumé du profil de technicien MEC

Le technicien supérieur « MEC » intervient sur les choix constructifs et les caractéristiques des matériaux et des équipements pour garantir la conformité du projet aux réglementations, satisfaire le besoin exprimé par le client et respecter le budget du projet de construction.

Les principales activités intégrant l'utilisation d'outils numériques innovants et collaboratifs, sont : la description technique des ouvrages à construire, la quantification et l'estimation du coût des ouvrages, du coût global, l'étude de prix détaillée des travaux (le chiffrage), la formalisation d'une offre de prix, l'élaboration du mémoire technique, la comparaison et l'analyse des offres de prix des entreprises, l'établissement du bilan carbone d'un bâtiment, l'analyse financière de l'opération de construction.

Il intervient sur tous les corps de métiers lors des phases d'études, de suivi d'exécution des travaux et d'exploitation du bâtiment, pour des projets de construction neuve, d'éco-rénovation, de réhabilitation, de restauration du patrimoine et de déconstruction.

Etablissements de délivrance du BTS MEC dans les départements éligibles au programme Interreg-Alcotra

BTS management économique de la construction - Lycée Denis Diderot (Marseille) 13

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : apprentissage, temps plein

CFA gestionnaire : GRETA Marseille Méditerranée

BTS management économique de la construction - Lycée Léonard de Vinci (Antibes) 06

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : temps plein, apprentissage

CFA gestionnaire : CFA de l'Académie de Nice - GIP FIPAN

BTS management économique de la construction - Lycée polyvalent Louis Lachenal (Annecy) 74

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : temps plein

Résumé du profil de technicien FED

Le titulaire du BTS Fluides Énergies Domotique peut être un technicien de bureau d'études, de mise en service et un futur chargé d'affaires.

Il possède des connaissances techniques et économiques couvrant le déroulement d'une affaire, de la conception à la mise en service. Il participe à l'étude technique, au chiffrage, à la réalisation et à l'exploitation d'un système. Il s'adapte aux technologies et réglementations qui évoluent rapidement dans le domaine des fluides, de l'efficacité énergétique, de la récupération d'énergie, de la gestion technique.

Le champ d'activité du diplômé de l'option froid et conditionnement d'air (FCA) est essentiellement centré sur la chaîne du froid et le traitement de l'air. Les connaissances acquises au cours du BTS lui permettent de maintenir un produit périssable à une température appropriée de la production à la consommation. Les enseignements dispensés lui donnent

les capacités pour concevoir des schémas de principe, représenter et dimensionner des installations en utilisant des outils informatiques, chiffrer, planifier, contrôler des travaux, mettre en service et optimiser des installations.

Puisqu'il évolue dans un secteur où le développement durable est un souci constant, le titulaire de ce BTS participe à la mise en œuvre de solutions techniques qui prennent en compte l'environnement et l'importance des économies d'énergie. Il est aussi amené à conseiller des clients très divers, des commerçants de l'alimentaire, des restaurateurs, des collectivités, mais aussi des industriels, des services hospitaliers, des professions libérales.

Son activité s'exerce dans les domaines suivants : bureaux d'études techniques (BET) et entreprises, entreprises d'installation et/ou de maintenance, fournisseurs et/ou fabricants d'équipements, collectivités territoriales, sociétés productrices d'énergie.

Etablissements de délivrance du BTS FED dans les départements éligibles au programme Interreg-Alcotra

Option A génie climatique et fluidique

BTS Fluides, énergies, domotique option A génie climatique et fluidique - Lycée Léonard de Vinci (Antibes)

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : temps plein

BTS Fluides, énergies, domotique option A génie climatique et fluidique - Lycée Pierre-Gilles de Gennes (Digne-les-Bains)

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : temps plein

BTS Fluides, énergies, domotique option A génie climatique et fluidique - Lycée polyvalent Roger Deschaux (Sassenage)
38

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : apprentissage, temps plein

CFA gestionnaire : BTP CFA AFRA

BTS Fluides, énergies, domotique option A génie climatique et fluidique - SciencesTech - Institution Charmilles (Gières)
38

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : apprentissage

Option B froid et conditionnement d'air

BTS Fluides, énergies, domotique option B froid et conditionnement d'air - Lycée Léonard de Vinci (Antibes)

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : temps plein

BTS Fluides, énergies, domotique option B froid et conditionnement d'air - SciencesTech - Institution Charmilles (Gières)
38

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : apprentissage

Option C domotique et bâtiments communicants

BTS Fluides, énergies, domotique option C domotique et bâtiments communicants - Lycée Pierre-Gilles de Gennes (Digne-les-Bains)

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : temps plein, apprentissage

CFA gestionnaire : GRETA Alpes Provence

BTS Fluides, énergies, domotique option C domotique et bâtiments communicants - Lycée polyvalent Galilée (Vienne) 38

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : temps plein

BTS Fluides, énergies, domotique option C domotique et bâtiments communicants - Lycée privé Schneider Electric - site IMT (Grenoble) 38

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : apprentissage (possible sur les 2 ans, obligatoire en 2e année), temps plein (possible uniquement en 1re année)

CFA gestionnaire : CFA Ecole Schneider Electric

BTS Fluides, énergies, domotique option C domotique et bâtiments communicants - SciencesTech - Institution Charmilles (Gières) 38

Caractéristiques

Durée : 2 ans

Niveau terminal d'études : Bac + 2

Modalités : apprentissage

La rénovation des BTS est assurée par l'organisme certificateur à savoir le Ministère de l'Education nationale. Par exemple, le BTS MEC a été rénové très récemment. Il n'est pas possible pour un établissement de formation de décider de son propre chef de rénover un BTS existant. Il existe des procédures normées de rénovation des diplômes de l'Education nationale. Ces procédures sont gérées et mises en place par l'administration centrale du Ministère et ses organismes déconcentrés.

6.1.2. L'ajout d'un module complémentaire économie circulaire

Il est donc faisable de prendre appui sur le contenu d'un de ces deux BTS existants et de proposer l'ajout d'un module de formation en économie circulaire.

Les étapes à entreprendre :

- Prendre contact avec un établissement délivrant le BTS de référence
- Prendre contact avec le responsable pédagogique de la formation
- Envisager avec le responsable et l'équipe pédagogique les marges de manœuvre qu'il existe pour ajouter un module complémentaire : nombre d'heures, cohérence des contenus, cohérence avec des stages ou avec un emploi par alternance (si la formation est ouverte aux modalités de l'alternance)

6.1.3. Avantages / inconvénients

Avantages :

- Relative rapidité de l'intégration de ce module au programme du BTS :
 - Tous les BTS sont délivrés sur 2 ans de septembre à juin (N+2)
 - Examens nationaux en juin
- Il faudra donc envisager un travail avec l'équipe pédagogique environ une année avant le démarrage de la session de formation concernée pour avoir le temps d'intégrer le module lors de la programmation
- Pas de procédure formelle à entamer, souplesse de la procédure
- Cela peut être une première étape de test d'un contenu de formation avant d'envisager l'augmentation des contenus et le dépôt d'une nouvelle certification :
 - Validation des publics concernés
 - Rencontre d'employeurs pour envisager la réalisation d'une formation certifiante par alternance
 - Validation de l'intérêt d'apprenants comme d'employeurs

Inconvénients :

- Le contenu économie circulaire délivré n'est pas certifiant ce qui signifie que le diplôme national reste le même (l'intitulé aussi). L'apprenant peut valoriser le module économie circulaire comme un module optionnel dont il a bénéficié. Il peut le valoriser lors de son parcours professionnel et de formation mais ne peut pas afficher une certification ou un diplôme à ce sujet.
- Bien entendu, les discussions de fond sont à mener avec l'établissement porteur du BTS et en particulier l'équipe pédagogique. Mais puisque le contenu du BTS est balisé en matière de volumes horaires, il existe des marges de manœuvre probablement réduites. Il semble envisageable de délivrer un contenu de 35h ou 70h peut-être. Mais cela semble complexe d'intégrer un nouveau contenu qui pourrait occuper plusieurs centaines d'heures de cours pour un BTS qui comprend entre 1600 et 2000 heures de formation sur deux ans (pour la plupart des BTS).
- Le contenu délivré peut faire l'objet d'une évaluation mais cette évaluation ne fera pas partie des examens nationaux. Cela ne pourra être qu'une évaluation proposée par l'établissement qui délivre la formation, sans impact sur l'obtention du diplôme national.

- Peu de visibilité du module économie circulaire auprès des apprenants lors de la phase de recrutement et auprès des partenaires de l'établissement. Il est possible de communiquer modérément sur ce module optionnel dans le sens où il n'y a pas d'impact sur l'obtention du diplôme national. A titre d'exemple, il est possible d'indiquer dans une communication que des modules optionnels seront proposés aux apprenants. Cela peut favoriser l'attractivité de la formation ou la différencier entre deux BTS identiques comme il est possible de valoriser des activités pédagogiques qui apportent une plus-value à la formation. Pour autant, il n'est pas possible de changer l'intitulé du BTS, par exemple.

En synthèse :

- Une option intéressante pour déployer et délivrer un module économie circulaire à moyen terme sans procédures administratives lourdes à entamer.
- Une première étape de test avant d'envisager le dépôt d'une nouvelle certification auprès de France compétences ?
- Un temps pour nouer des partenariats avec des établissements de formation et employeurs, qui peuvent être des ressources lors du dépôt et de la délivrance d'une nouvelle formation certifiante.

6.2. A partir d'un BTS existant - Dépôt d'un module complémentaire au registre spécifique

6.2.1. La procédure

[Nouvelle procédure pour enregistrer un titre au RNCP ou au RS \(cpformation.com\)](#)

Il est possible de prendre également appui sur un de ces deux BTS existants et de proposer l'ajout d'un module de formation en économie circulaire qui serait certifiant. Pour que ce contenu soit certifiant, il faut effectuer une procédure de dépôt d'une nouvelle certification au Répertoire Spécifique.

RNCP ou RS ?

- Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) concerne les titres ou diplômes attestant d'une qualification professionnelle dont le niveau est reconnu par l'Etat ;
 - Le Répertoire Spécifique (RS) correspond à des compétences professionnelles complémentaires aux certifications professionnelles.
- ⇒ Dans le cas présent, il s'agirait bien d'un module permettant d'acquérir des compétences professionnelles complémentaires à une certification existante à savoir le BTS MEC ou BTS FED. Ce module serait déposé auprès de France compétences pour un enregistrement dans le RS.

Les étapes à entreprendre :

- Il s'agit de penser le contenu de la formation en compétences professionnelles en lien avec un métier spécifique, celui de technicien en économie circulaire.

- L'objectif de cette certification serait non pas d'acquérir des connaissances théoriques sur le sujet mais bien de développer des compétences professionnelles directement applicables dans la pratique professionnelle : techniques, méthodes appliquées à un métier.
- Voir ci-dessous les différentes étapes du dépôt (parties communes avec le dépôt au RNCP).

6.2.2. Avantages / inconvénients

Avantages :

- L'enregistrement d'une certification dans un répertoire national (ici le Répertoire Spécifique) garantit que les compétences professionnelles acquises via le module de formation économie circulaire sont certifiantes et donc reconnues par les acteurs de la formation et dans le milieu professionnel au même titre que le BTS.
- Le public est déjà identifié, il s'agit des apprenants en BTS.
- Un module court certifiant permettant d'acquérir des compétences professionnelles correspond aux attendus des apprenants BTS qui visent à intégrer le marché de l'emploi directement après le BTS.

Inconvénients :

- Il faut entamer des démarches administratives et institutionnelles qui peuvent prendre plusieurs mois avant l'enregistrement de la nouvelle certification et donc sa délivrance.

En synthèse :

- Une option qui demande d'effectuer des procédures administratives et institutionnelles mais pour un contenu de formation qui est certifiant et donc plus visible dans le milieu professionnel et de la formation.

6.3. Dépôt d'une nouvelle certification de technicien en économie circulaire

6.3.1. Le dépôt d'une demande d'enregistrement d'une certification professionnelle au RNCP

[Arrêté du 4 janvier 2019 fixant les informations permettant l'enregistrement d'une certification professionnelle ou d'une certification ou habilitation dans les répertoires nationaux au titre des procédures prévues aux articles L. 6113-5 et L. 6113-6 du code du travail - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

Les demandes d'enregistrement se font au travers d'une téléprocédure prévue dans l'arrêté du 4 janvier 2019 fixant les informations permettant l'enregistrement d'une certification professionnelle ou d'une certification ou habilitation dans les répertoires nationaux au titre des procédures prévues aux articles L. 6113-5 et L. 6113-6 du code du travail.

L'article 3 de cet arrêté précise les informations à transmettre à France compétences. Tout dossier transmis doit être complet et communiquer les éléments suivants sur le projet de certification professionnelle :

- Le niveau de qualification
- Le domaine d'activité
- La structuration de la certification en blocs de compétences ;
- Le cas échéant, les correspondances avec d'autres certifications professionnelles et leurs blocs de compétences ;
- Les référentiels du projet de certification professionnelle et tout autre document constitutif de la certification professionnelle ;
- Le bulletin n° 3 du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date des personnes exerçant, en droit ou en fait, la fonction de direction de cet organisme ;
- Le cas échéant, les habilitations délivrées à des organismes pour préparer à acquérir les certifications professionnelles ou à organiser des sessions d'examen pour le compte du ministère ou de l'organisme certificateur.

6.3.2. Les critères retenus pour l'examen des demandes d'enregistrement au RNCP

En vertu de l'article R. 6113-9 du code du travail, **les demandes d'enregistrement au RNCP sont examinées par France compétences selon les critères suivants :**

- 1° L'adéquation des emplois occupés par rapport au métier visé par le projet de certification professionnelle ;
- 2° L'impact du projet de certification professionnelle en matière d'accès ou de retour à l'emploi ;
- 3° La qualité des référentiels d'activités, de compétences et d'évaluation ainsi que leur cohérence d'ensemble et l'absence de reproduction littérale de tout ou partie du contenu d'un référentiel existant ;
- 4° La mise en place de procédures de contrôle de l'ensemble des modalités d'organisation des épreuves d'évaluation ;
- 5° La prise en compte des contraintes légales et réglementaires liées à l'exercice du métier visé par le projet de certification professionnelle ;
- 6° La possibilité d'accéder au projet de certification professionnelle par la validation des acquis de l'expérience ;
- 7° La cohérence des blocs de compétences constitutifs du projet de certification professionnelle et de leurs modalités spécifiques d'évaluation ;
- 8° Le cas échéant, la cohérence : des correspondances totales mises en place entre le projet de certification et des certifications équivalentes ; des correspondances partielles mises en place entre un ou plusieurs blocs de compétences de ce projet et ceux d'autres certifications ou habilitations enregistrées dans le répertoire spécifique ;
- 9° Le cas échéant, les modalités d'association des commissions paritaires nationales de l'emploi de branches professionnelles dans l'élaboration ou la validation des référentiels.

6.3.3. Les critères retenus pour l'examen des demandes d'enregistrement au RS

France compétences examine les demandes d'enregistrement au Répertoire spécifique selon 6 critères :

- **L'adéquation des connaissances et compétences** visées par rapport aux besoins du marché du travail
- La **qualité des référentiels** de compétences et d'évaluation
- La mise en place de **procédures de contrôle** de l'ensemble des modalités d'organisation des épreuves d'évaluation
- La prise en compte des **contraintes légales et réglementaires** liées à l'exercice des compétences professionnelles visées par le projet de certification ou d'habilitation

- Le cas échéant, la **cohérence des correspondances** mises en place avec des blocs de compétences de certifications professionnelles enregistrées dans le répertoire national des certifications professionnelles
- Le cas échéant, les **modalités d'association** des commissions paritaires nationales de l'emploi de branches professionnelles dans l'élaboration ou la validation des référentiels.

6.3.4. L'instruction de la demande de certification

Après le **dépôt de la demande de certification sur une plateforme dématérialisée**, son **instruction est jalonnée de quatre étapes** :

1. **examen de la recevabilité du dossier par France compétences** : complétude et licéité de la demande ;
2. **affectation puis instruction du dossier par les services de France compétences** : un instructeur est désigné pour instruire le dossier et peut demander des précisions ou éléments complémentaires au demandeur. Le dossier est ensuite analysé par un superviseur puis un rapport assorti d'une proposition d'avis est transmis à la commission ;
3. **programmation de l'ordre du jour et délibération de la commission de la certification** : chaque membre de la commission vote sur les dossiers examinés. La commission donne un avis sur les demandes de certification et fixe, pour celles ayant reçu un avis favorable, la durée d'enregistrement. Elle peut proposer d'ajourner une demande. Le directeur général de France compétences doit ensuite approuver la demande sur le fondement de l'avis de la commission ;
4. **notification de la décision** au demandeur.

Par ailleurs, la commission chargée de la certification professionnelle de France compétences peut aussi identifier des métiers et des compétences comme étant particulièrement en évolution, après avis d'un comité scientifique composé de trois personnalités qualifiées, afin que les certifications professionnelles correspondantes fassent l'objet d'une procédure d'enregistrement simplifiée.

Les demandes d'inscription aux répertoires des certifications nécessitant l'avis conforme de France compétences sont soumises à une **procédure d'instruction** par les services de France compétences puis d'avis conforme de la **commission chargée de la certification de France compétences**.

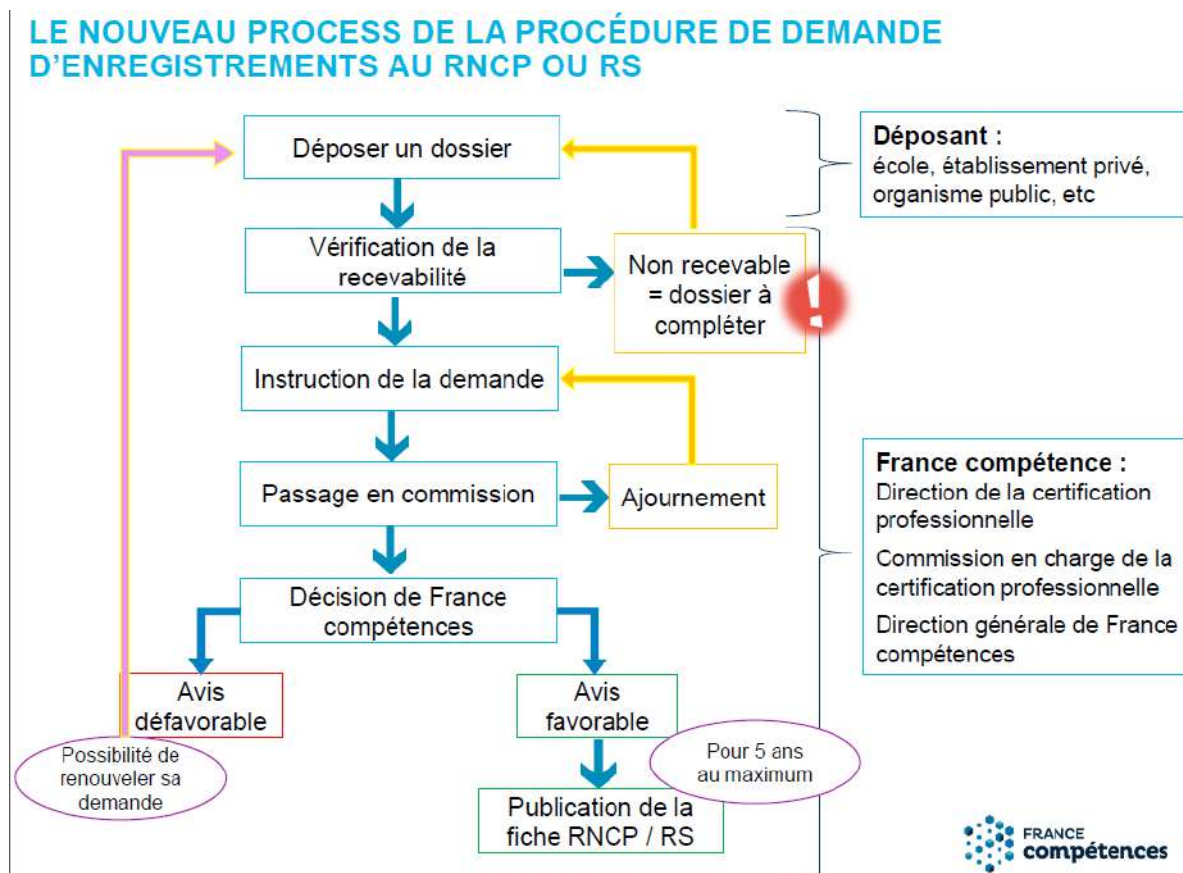
6.3.5. La procédure d'enregistrement des certifications aux répertoires nationaux

La procédure d'enregistrement des certifications aux répertoires nationaux (RNCP et RS) varie selon le type de certification :

- Les diplômes et titres à finalité professionnelle délivrés au nom de l'État sont enregistrés de droit, pour une durée de 5 ans, après avis des commissions professionnelles consultatives ministérielles (CPC) compétentes ;
- Les autres diplômes et titres à finalité professionnelle sont enregistrés à la demande des organismes les ayant créés, le plus souvent des branches ou des organismes de formation privés, après avis conforme de France compétences, pour une durée maximale de 5 ans ;
- Les certificats de qualification professionnelle (CQP), sont enregistrés à la demande des organismes les ayant créés, après avis conforme de France compétences, pour une durée maximale de 5 ans.

Le RNCP est constitué à parité de certifications portées par les ministères et par des organismes privés, dont les branches, tandis que 80 % des certifications du répertoire spécifique relèvent de l'initiative privée.

6.3.6. Résumé de la procédure de demande d'enregistrement au RNCP ou RS



6.3.7. France compétences face à une crise de croissance – rapport du Sénat

Travaux parlementaires

Rapport d'information n° 741 (2021-2022) de Mmes Frédérique PUISSAT, Corinne FÉRET et M. Martin LÉVRIER, fait au nom de la commission des affaires sociales, déposé le 29 juin 2022

[France compétences face à une crise de croissance \(senat.fr\)](https://www.senat.fr/rap/2021_2022/2021_2022_741.html)

Améliorer l'efficacité de la procédure d'enregistrement des certifications professionnelles

Par ses avis conformes sur les demandes d'enregistrement des certifications professionnelles, **France compétences détient une prérogative déterminante pour réguler les certifications reconnues et contrôler ainsi la qualité de la formation professionnelle**. En effet, à défaut d'enregistrement de leurs certifications dans les répertoires nationaux, les organismes de formation ne peuvent pas bénéficier des fonds de la formation professionnelle, notamment de ceux du CPF.

À cet égard, **France compétences est attendu tant sur la qualité de ses travaux que sur l'efficacité de ses procédures d'instruction**. L'établissement s'est ainsi considérablement mobilisé depuis sa création pour assurer l'instruction de plusieurs milliers de demandes d'enregistrement. Il a ainsi procédé, en 2020, à l'instruction de 2 100 dossiers puis,

en 2021, au renouvellement intégral des certifications inscrites au RS ainsi qu'au traitement de 1 000 dossiers visant une inscription au RNCP. **En 2021, le taux d'acceptation des demandes s'est élevé à 41 % pour le RNCP et 18 % pour le RS**, ayant pour conséquence de rejeter ou déréférencer de nombreuses certifications.

Si tous les acteurs entendus par les rapporteurs saluent **la grande qualité du travail effectué par France compétences en matière de certification professionnelle**, les **délais d'examen** des demandes de certifications apparaissent toutefois trop longs pour les acteurs de la formation professionnelle. Certains d'entre eux regrettent aussi que France compétences n'ait pas suffisamment fait part en amont de la procédure des critères requis pour l'enregistrement d'une certification, afin d'assurer la qualité des demandes et d'éviter de devoir les renouveler après un refus. La conjugaison de ces deux difficultés a abouti, pour certains organismes ou branches, à la péremption de leurs certifications et à leur déréférencement pendant plusieurs mois, compte tenu des délais d'attente et, parfois, de la nécessité de renouveler une demande rejetée une première fois. Un représentant d'une branche professionnelle a ainsi indiqué aux rapporteurs : « *Nous sommes pénalisés par les retards de France compétences. Les instructions sont de plus en plus tatillonnes et exigeantes et on ne sait plus ce que veut France compétences.* »

Le grand nombre de demandes d'enregistrement adressées à France compétences a engendré **un allongement des délais de traitement qui ont tendance à se réduire progressivement**. Le délai moyen de traitement d'une demande d'inscription au RNCP s'est établi à **6 mois** en 2021.

Les délais d'instruction de l'ancienne Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP) étaient toutefois plus longs, s'établissant à 11 mois en 2015 pour une demande d'inscription au RNCP, alors même que ses effectifs étaient supérieurs à ceux chargés de la certification au sein de France compétences.

Des progrès ont été réalisés par France compétences pour réduire ses délais de traitement. Selon la Cour des comptes, le stock de demandes non traitées a diminué entre 2020 et 2021 et le taux de demandes traitées par rapport à celles reçues a doublé par rapport à 2019. Le délai d'examen est passé en moyenne de 24 à 18 jours entre 2019 et 2021.

La présidente de la commission de la certification de France compétences, entendue par les rapporteurs, a indiqué que le **délai moyen de traitement s'élevait encore à 6 mois au début de l'année 2022** mais que France compétences s'était donné pour objectif **de ramener ce délai à 5 mois pour la fin 2022 puis entre 3 et 4 mois en 2023**.

Les rapporteurs saluent la mobilisation de France compétences qui a assuré dès son installation sa mission de certification professionnelle et qui effectue **d'importants progrès pour réduire les délais** de traitement des demandes de certification. Ils considèrent, compte tenu des progrès réalisés et des attentes légitimes des acteurs de la formation, que **France compétences doit se fixer pour objectif d'atteindre un délai moyen de traitement des demandes de 3 mois à compter de 2023**. Un délai maximum de 6 mois pourrait également être imposé à France compétences pour répondre à ces demandes. Ils invitent en outre France compétences à préciser les critères requis pour l'enregistrement des certifications au RNCP et au RS et mieux accompagner les branches et organismes de formation pour améliorer la qualité des demandes.

Proposition n° 29 : Poursuivre la réduction des délais de traitement des demandes d'inscription des certifications aux répertoires nationaux pour atteindre, à compter de 2023, un délai moyen de 3 mois et fixer un délai maximum de 6 mois pour répondre aux demandes.

Poursuivre la structuration des certifications en blocs de compétences

En complément d'une classification par niveaux, la réforme de 2018 a imposé aux certifications d'être structurées en **blocs de compétences**, définis comme des « *ensembles homogènes et cohérents de compétences contribuant à l'exercice autonome d'une activité professionnelle et pouvant être évaluées et validées* ».

La structuration des certifications en blocs de compétences permet d'améliorer leur **lisibilité** et **l'harmonisation entre certifications**, ces blocs de compétences étant susceptibles de se retrouver dans des certifications différentes. Elle permet en outre de **créer des passerelles et des équivalences entre certifications**, la validation d'un bloc de compétences par l'obtention d'une certification pouvant être reconnu pour la validation partielle d'une autre formation, ou la validation progressive d'une certification pouvant s'effectuer par blocs de compétences acquis par un parcours de formation ou la validation des acquis de l'expérience (VAE).

L'évaluation de la cohérence des blocs de compétences et des correspondances entre ces blocs figurent ainsi parmi les critères retenus par France compétences pour l'instruction des demandes d'inscription des certifications au RNCP. **Cette exigence implique ainsi que les certifications soient découpées en blocs de compétences identifiables.** Si cette structuration ne concerne que les certifications inscrites au RNCP, une correspondance peut être mise en place entre une certification enregistrée au RS et des blocs de compétences appartenant aux certifications professionnelles figurant au RNCP.

Un travail important a donc été effectué par les branches et les organismes de formation ainsi que par France compétences pour l'identification et la présentation de blocs de compétences au sein des certifications.

Il convient de poursuivre ce travail pour **renforcer la lisibilité et la structuration des répertoires nationaux à travers cette logique de blocs de compétences et développer davantage les passerelles et équivalences entre certifications.** À cet égard, les rapporteurs recommandent qu'un travail de développement des passerelles soit engagé entre les branches professionnelles et les ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur afin d'identifier les correspondances et équivalences entre les diplômes et les titres à finalité professionnelle.

Harmoniser le fonctionnement des commissions professionnelles consultatives

Les **commissions professionnelles consultatives ministérielles (CPC)** sont chargées d'examiner et d'émettre des **avis conformes** sur les projets de création, de révision ou de suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle délivrés au nom de l'État, à l'exception des diplômes de l'enseignement supérieur.

Ces avis tiennent compte de l'évolution des qualifications, de leur usage dans les champs professionnels concernés et de l'objectif de mise en cohérence des certifications professionnelles existantes. Les CPC peuvent également être saisies par les ministres auprès desquels elles sont instituées de toute question générale ou particulière relative aux diplômes et titres à finalité professionnelle.

Elles sont **composées au moins pour moitié de représentants d'organisations syndicales de salariés** représentatives au niveau national et interprofessionnel **et d'organisations professionnelles d'employeurs** représentatives au niveau national et interprofessionnel ou au niveau national et multiprofessionnel.

Malgré leur caractère paritaire, les partenaires sociaux entendus par les rapporteurs, bien que saluant **les progrès réalisés dans le fonctionnement des CPC depuis la réforme de 2018**, regrettent que **certaines d'entre elles demeurent largement à la main des ministères** et qu'elles ne soient pas un véritable lieu de concertation pour engager la création ou la révision de diplômes ou de titres à finalité professionnelle. En outre, **le périmètre et le fonctionnement des CPC** sont très variables et les procédures et critères d'examens peuvent différer d'une commission à l'autre.

Alors que le nouveau cadre de la certification professionnelle institué en 2018 a renforcé la qualité et l'harmonisation des certifications, notamment par la constitution en blocs de compétences, il conviendrait d'engager **une meilleure coordination entre les travaux de France compétences et ceux des CPC, ainsi qu'entre les CPC.** Ainsi que le recommandent les partenaires sociaux dans leur ACNI du 14 octobre 2021, **une harmonisation de la méthode et du fonctionnement des CPC** pourrait être engagée. Elle pourrait être effectuée sous la responsabilité de France compétences, compte tenu de son expertise en matière de certifications professionnelles.

Proposition n° 32 : Donner à France compétences un rôle d'harmonisation des procédures de certification afin de créer un corpus commun de méthodes et de règles de fonctionnement aux CPC.

6.3.8. Avantages / inconvénients

Avantages :

- Le dépôt d'une nouvelle certification peut concerner soit un nouveau TP soit un nouveau bachelor. Dans les deux cas de figure, il s'agit de penser au métier de technicien en économie circulaire en questionnant les compétences nécessaires pour occuper ce métier. Ce qui signifie que le contenu à déposer peut être dissocié du choix de la formation. Le contenu d'un TP ou d'un bachelor peuvent être proches mais les publics cibles ne sont pas les mêmes, les finalités non plus. Il s'agit donc avant tout de déposer une nouvelle certification en lien avec un nouveau métier. Et ensuite d'identifier quelle est la formation la plus adéquate.
- Le dépôt d'une nouvelle certification peut correspondre le mieux aux besoins d'un nouveau métier puisque le contenu est proposé par l'organisme de formation lors du dépôt. Il y a une liberté totale de création en matière de contenu. Il existe également une marge de manœuvre importante sur les volumes de formation qui peuvent être délivrés puisque cette donnée est appréciée par l'organisme qui délivrera la formation par la suite. C'est à lui d'évaluer le temps nécessaire pour délivrer tel bloc de compétences.
- Le dépôt d'une nouvelle certification semble également l'option la plus facilement compatible avec un parcours international. Puisque l'organisme délivrant la formation calibre la durée de la formation, il peut aussi décider d'organiser une ou plusieurs séquence(s) de formation en Italie avec des experts locaux, sur un sujet spécifique et en présence d'autres apprenants italiens. Une certification professionnelle de type TP est très axée métier : il est donc possible d'envisager des rencontres professionnelles, visites de site... en demandant aux apprenants un travail de réflexion (personnel ou en groupe) et même la réalisation de travaux pratiques (compte-rendu, étude de cas, réalisation d'entretiens, etc.). Cela correspond pleinement à l'état d'esprit d'un TP qui est axé métier et pratique professionnelle.
- Les marges de manœuvre concernant la durée de formation laissent aussi la place à l'activation d'un programme de type Erasmus+ mobilités. Il est possible d'envisager une mobilité des apprenants français en Italie et inversement dans le cadre du programme de formation. Bien sûr, il y a des contraintes en matière de réponses aux appels à projet (1 à 2 par an + délais de réponse). Mais à terme, une nouvelle certification peut permettre de donner plus de visibilité à la formation à l'échelle locale, régionale et internationale notamment par la mise en place de partenariats européens et d'activités internationales.

Inconvénients :

- Un travail de fond à engager, des démarches administratives et institutionnelles conséquentes.
- Travail à mener pour bien identifier la complémentarité de cette certification par rapport à l'offre de formation existante.

En synthèse :

- Un travail de fond sur le contenu de la certification (3 référentiels à élaborer : activités, compétences, évaluation) et des procédures administratives et institutionnelles importantes mais un projet de formation qui peut correspondre le mieux au métier identifié et au contenu que l'organisme souhaite délivrer.

7. Le contenu d'une nouvelle certification TP – premières propositions

Pour rappel, une certification professionnelle est définie par :

- Un référentiel d'activités qui décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés ;
- Un référentiel de compétences qui identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui en découlent ;
- Un référentiel d'évaluation qui définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis.

Tous les éléments de contenu déjà élaborés dans le cadre du projet InterBITS sont des éléments socle pour élaborer une nouvelle certification de type Titre professionnel. Globalement, les éléments actuellement existants ont permis de :

- **Définir un nouveau profil de technicien en économie circulaire qui peut abonder le référentiel d'activités**
- **Des unités de formation qui peuvent être reformulées en compétences professionnelles**

Résumé du nouveau profil de technicien en économie circulaire

Le TECHNICIEN SUPÉRIEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE exerce son activité en faveur des réalités et entités productives, en les accompagnant dans la transition écologique-énergétique et vers la mise en œuvre de modèles d'affaires d'économie circulaire.

Le technicien, en partant des besoins de l'entreprise, effectue un suivi avec l'ACV et d'autres méthodologies dédiées et élabore, avec une approche écosystémique, un plan d'intervention technologique/gestionnaire qui inclut également les processus de symbiose industrielle ; une fois la faisabilité définie et acceptée, il guide l'entreprise dans le processus de conversion à l'économie circulaire, en l'accompagnant finalement vers l'acquisition de certifications environnementales processus/produit.

Il s'occupe également de l'étude et du développement de chaînes de valorisation et de l'activation de réseaux d'entreprises orientés vers l'expérimentation de modèles technologiques intégrés de symbiose industrielle.

Dans son activité, il utilise des méthodologies et des outils d'éco-conception pour concevoir des produits/services dont le cycle de vie comprend potentiellement plusieurs phases de réutilisation/réparation/recyclage au cours desquelles l'utilisation des ressources est optimisée et l'impact environnemental minimisé.

Le technicien travaille essentiellement au sein de groupes de travail multidisciplinaires, en collaborant avec des experts techniques sur les matériaux, la conception, les processus technologiques et les systèmes de production relatifs aux différents secteurs de l'industrie manufacturière, de l'artisanat et du secteur agro-industriel ; il collabore également avec des experts en sciences de l'environnement, en chimie, en bioéconomie et en sciences juridiques.

Il trouve un emploi dans des cabinets de conseil aux entreprises, des studios de conception, des centres de recherche, des entreprises de fabrication, des consortiums/entreprises de traitement et de valorisation énergétique des déchets.

Intitulé des blocs de compétences et liste de compétences associées – exemple du référentiel TP Responsable de Petite et Moyenne Structure

Animer une équipe

Encadrer et animer une équipe.

Organiser et assurer le fonctionnement d'une unité.

Organiser et assurer la gestion opérationnelle des ressources humaines.

Organiser et mettre en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines.

Piloter les opérations commerciales et la production de biens et/ou services

Mettre en œuvre le plan marketing.

Mettre en œuvre l'action commerciale.

Assurer la gestion de la production de biens et/ou services.

Gérer la qualité.

Gérer les ressources financières

Contrôler l'activité comptable.

Analyser les coûts de revient.

Assurer la gestion financière.

Exemples de savoir-faire qui peuvent être déclinés en compétences professionnelles lors de l'élaboration d'un nouveau Titre professionnel de Technicien en économie circulaire

Savoir-faire : qui nécessite l'utilisation de méthodes, techniques, outils

Compétences professionnelles : actes accomplis par le technicien

METTRE EN ŒUVRE DES MODELES D'ECONOMIE CIRCULAIRE

- REALISER DES ECHANTILLONNAGES ET MESURER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX
- UTILISER DES METHODES D'ANALYSE DU CYCLE DE VIE ET DE MESURE DE LA CIRCULARITÉ
- METTRE EN ŒUVRE DES PROCESSUS DE SYMBIOSE INDUSTRIELLE

GERER DES SYSTEMES DE PRODUCTION ENERGETIQUE

- UTILISER DES TECHNIQUES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
- UTILISER DES TECHNOLOGIES POUR LA GÉNÉRATION DE MPS À PARTIR DES DÉCHETS, EN PARTICULIER À PARTIR DE MÉTAUX, PLASTIQUES, VERRE, PAPIER
- UTILISER DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES
- UTILISER DES TECHNIQUES DE RÉDUCTION/TRAITEMENT DES POLLUANTS

GERER DES PROJETS A L'AIDE DES OUTILS NUMERIQUES

- CONCEVOIR DES MODELES CIRCULAIRES A L'AIDE DE LOGICIELS
- METTRE EN ŒUVRE DES SYSTÈMES BIM
- UTILISER LES LOGICIELS DE CONCEPTION CIRCULAIRE

8. Les scénarios possibles en Italie: étapes, timing et contenu

8.1. Adaptation (“curvatura”) d'un chemin se référant à un profil national its existant - EQF 5 – 1.800 heures

Prévu par le décret du Conseil des ministres du 25/01/2008, publié au Journal officiel n° 86 du 11 avril 2008.

Réaffirmé par la loi n° 99 du 15/07/2022

La Région Piémont, en référence aux dispositions nationales, approuve l’adaptation (“curvatura”) du parcours en se référant au profil national par le biais d'un appel d'offres annuel (appel d'offres : juin-septembre de chaque année).

La Fondation ITS présente l’adaptation (“curvatura”) du parcours à partir du profil national - déjà fait pour AF 22/23 - en attente d'évaluation - début prévu : novembre 2022.

Le profil et la trajectoire adapté (“curvato”) sont présentés ci-dessous (les Compétences issues du Profil National, ont été intégrées par des compétences minimales et des connaissances essentielles du Nouveau parcours):

Nom du Profil National : **TECHNICIEN SUPÉRIEUR POUR L'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET LA CONSTRUCTION D'INSTALLATION TECHNIQUES**

Nom du nouveau parcours: **TECHNICIEN SUPÉRIEUR POUR L'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET LA CONSTRUCTION D'INSTALLATION TECHNIQUES – CIRCULAR ECONOMY MANAGER**

Descriptif

Le **CIRCULAR ECONOMY MANAGER** (MANAGER de l'ECONOMIE CIRCULAIRE), par le biais de la revalorisation des matières et la production d'énergie à partir des déchets, intervient dans le secteur du recyclage, du réemploi et de la valorisation des déchets, des co-produits et des déchets résultants de la production et dans l'accompagnement des entreprises dans la transition vers les modèles économiques de l'économie circulaire.

Son activité inclut :

- l'étude et le développement de chaînes de valorisation des déchets pour la création de matières premières secondaires, en évaluant leur potentiel d'accès au marché, également à travers des mécanismes de symbiose industrielle
- la gestion d'installations de production d'énergie à partir de déchets
- la gestion des déchets liquides et des stations d'épuration des eaux usées industrielles

- l'application des méthodologies d'analyse du cycle de vie, Life Cycle Assessment (LCA)
- check-up des entreprises pour étudier le degré de circularité et d'éco-durabilité des processus
- études de faisabilité technique / économique / organisationnelle et accompagnement à la transition

Le Technicien travaille essentiellement en groupes de travail multidisciplinaires en collaborant avec des techniciens experts sur les matériaux, la conception, les procédés technologiques et les systèmes de production relatifs aux différentes chaînes des secteurs manufacturiers, artisanaux et agro-industriels ; il collabore également avec des experts en sciences de l'environnement, en chimie industrielle, en bioéconomie et en sciences juridiques.

Le Technicien pourra trouver un emploi dans des consortiums/entreprises de traitement et de valorisation énergétique des déchets, des studios de conception, des sociétés de conseil aux entreprises, des centres de recherche, des entreprises.

C 1 Identifier les besoins énergétiques du client

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaliser une enquête sur les besoins du client ▪ Collecter de la documentation et acquérir des données sur la consommation/les besoins énergétiques à l'aide de plateformes de communication ▪ Comprendre la documentation technique disponible et les données relatives aux contrats de consommation et d'approvisionnement afin de déterminer le besoin énergétique global ▪ Identifier les moyens les plus efficaces pour traiter les données collectées et représenter les résultats des analyses effectuées sur des rapports techniques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Filières et méthodologie d'analyse du cycle de production ▪ Méthodes de comptabilisation des consommations d'énergie ▪ Technologies de l'information appliquées à la gestion et à la présentation des données

C 2 Identifier les solutions pour résoudre les criticités

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concevoir des solutions d'amélioration par rapport aux criticités énergie-environnement ▪ Optimiser l'utilisation des matières premières biosourcées, à moindre dépense énergétique, recyclables ou issues du recyclage ▪ Optimiser les techniques de production en privilégiant celles qui consomment moins d'énergie et produisent moins de déchets ▪ Prévoir l'utilisation de systèmes adaptés pour le traitement des polluants ▪ Optimiser la logistique de la chaîne d'approvisionnement ▪ Fournir des solutions de location "pay per use" pour les produits 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Techniques d'efficacité énergétique ▪ Utilisation de sources d'énergie renouvelables ▪ Techniques de dépollution/traitement des polluants ▪ Logistique durable

C 3 Appliquer la législation en matière d'énergie et compléter les procédures d'accès aux financements

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appliquer la législation et les réglementations techniques en vigueur ▪ Identifier toutes les sources possibles de financement et les systèmes incitatifs en vigueur ▪ Instruire les pratiques d'acquisition de crédits et d'avantages économiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Législation énergétique ▪ Incitations économiques pour la transition ▪ Procédures d'accès aux financements et incitations

C 4 Définir la faisabilité d'une intervention également par le biais d'outils d'analyse économique

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Piloter des études d'opportunité et de faisabilité pour les transitions écoénergétiques et vers l'économie circulaire ▪ Intégrer les critères ESG (Environmental, Social and Governance) au sein des études de faisabilité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude de faisabilité technique/économique ▪ Méthodes et techniques d'évaluation des investissements

C 5 Surveiller et traiter les données sur la performance énergétique des installations et/ou des structures de production

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consulter les bases de données pour la phase d'Inventaire et analyse du Cycle de Vie (Life-Cycle Assessment) ▪ Appliquer des indicateurs et des méthodes pour mesurer le degré de circularité de l'entreprise ▪ Appliquer les outils ACV (Analyse du Cycle de Vie) pour cartographier le cycle de vie sur les biens produits et/ou les services fournis ▪ Identifier les phases du cycle de vie sur lesquelles les criticités énergie-environnement insistent ▪ Appliquer la législation et la réglementation technique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Filières et méthodologie d'analyse du cycle de production ▪ Méthodologie ACV ▪ Mesure du degré de circularité de l'entreprise

C 6 Évaluer l'impact environnemental des systèmes énergétiques

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les variables environnementales impliquées dans l'étude d'impact ▪ Recueillir et interpréter les données relatives aux impacts environnementaux de l'entreprise ▪ Analyser de manière critique les dynamiques environnementales liées aux relations cause à effet qui générant des impacts environnementaux ▪ Interpréter une étude d'impact environnemental ▪ Appliquer les outils d'analyse ▪ Utiliser les techniques principales de prévision des impacts 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les impacts des différents types de centrales et les mesures de réduction ▪ L'évaluation de l'impact environnemental des procédés en question

C 7 Choisir et appliquer des technologies innovantes dans le domaine de l'énergie, de l'ingénierie des installations et des matériaux utilisés

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les matériaux éco-durables ▪ Activer des partenariats de projet entre sujets, y compris sujets issus de filières différentes, pour la valorisation des sous-produits et/ou la mutualisation de services et infrastructures (eau, énergie, ...) ▪ Optimiser et gérer les stations d'épuration des déchets liquides et des eaux usées industrielles ▪ Optimiser et gérer les installations de production et de fourniture d'énergie à partir des déchets ▪ Identifier les caractéristiques des processus de production et des technologies spécifiques d'une chaîne d'approvisionnement en identifiant les différents types de déchets ▪ Recherche de solutions technologiques pour la transformation des déchets en MPS (matières premières secondaires) ▪ Optimiser la qualité et la polyvalence des MPS obtenus à partir de déchets métalliques et non métalliques, en particulier pour le plastique, le verre et le papier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Caractéristiques des matériaux éco-durables ▪ Classification des déchets, traçabilité, régime juridique ▪ Filières d'approvisionnement et méthodologie d'analyse des cycles de production ▪ Énergie thermique et électrique obtenue à partir des installations de thermovalorisation ▪ Production de biogaz et de compost à partir de déchets organiques ▪ Aspects technologiques, de processus et gestion, pour la potabilisation de l'eau et le traitement des déchets liquides et des eaux usées ▪ Technologies pour la production de MPS à partir de matériaux en métal, plastique, verre et papier

C 8 Appliquer les règles en matière de sécurité, de qualité et d'environnement

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recueillir, formaliser et communiquer des données afin de rédiger des présentations et des rapports ▪ Entretenir les relations avec les organisations externes ▪ Identifier les chiffres de référence relatifs aux différents systèmes ▪ Organiser la formation du personnel en matière d'énergie-environnement ▪ Appliquer et transmettre les règles en matière de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Règlementation sur la sécurité ▪ Les systèmes de Management Environnemental ISO 14001 et EMAS ▪ Certifications sur l'économie circulaire ▪ Les labels de qualité environnementale ▪ Accomplissements et procédures relatives aux organisation et institutions ▪ Missions des autorités de contrôle ▪ Communication efficace et soft skills ▪ Technologies de l'information appliquées à la gestion et à la présentation des données

C 9 Evaluer avec le client le bilan coût/bénéfice des choix effectués

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Interpréter l'analyse financière du projet d'intervention ▪ Identifier les distorsions du marché ▪ Evaluer l'impact des sous-traitances ▪ Evaluer l'impact des taxes et des subventions publiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Méthodologie d'analyse coûts/bénéfices ▪ Situation et évolution du marché de référence du projet

C 10 Utiliser des logiciels dédiés pour la conception, la maintenance et la gestion des systèmes énergétiques

COMPETENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appliquer les paramètres d'écoconception spécifiés au sein de la Directive européenne ▪ Utiliser un logiciel dédié à l'éco-conception ▪ Appliquer les méthodes de conception générative ▪ Appliquer des méthodes de simulation de performance pour les matériaux ▪ Consulter des bases de données pour acquérir des informations à jour sur les fournisseurs, les matériaux et l'état de conformité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Utilisation des ressources en phase de production et leur impact environnemental ▪ Critères de conception pour la réutilisation ▪ Directive européenne sur l'écoconception et actes législatifs nationaux ultérieurs ▪ Cycle de vie du produit (LCA) ▪ Logiciel pour l'éco-conception ▪ Logiciel pour le dessin et la conception

UF du parcours de formation

UF – Compétences clés et principes horizontaux communs

- DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE
- ÉGALITÉ DES CHANCES ET NON-DISCRIMINATION
- COMMUNICATION ET SAVOIR-FAIRE (soft-skills)
- ENTREPRENEURIAT ET ÉDUCATION FINANCIÈRE

UF – Compétences transversales

- LANGUE ANGLAISE TECHNIQUE ET ANGLAIS DES AFFAIRES
- COMPÉTENCES NUMÉRIQUES POUR LA GESTION DE PROJET
- SÉCURITÉ ET SANTÉ DES TRAVAILLEURS - RISQUES GÉNÉRAUX ET SPÉCIFIQUES
- MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES, STATISTIQUES ET ANALYSE DE DONNÉES
- PHYSIQUE TECHNIQUE APPLIQUÉE
- SYSTÈMES BIM
- GESTION ET ORGANISATION D'ENTREPRISE

UF – Compétences technico-professionnelles

- CHIMIE ET TECHNOLOGIE DES MATÉRIAUX ÉCO-DURABLES
- CONCEPTION CIRCULAIRE, CRITÈRES ET LOGICIELS
- LÉGISLATION ENVIRONNEMENTALE
- ÉCONOMIE ET FINANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- MICROBIOLOGIE ET ÉCOLOGIE APPLIQUÉE
- CHAINES ET IMPLANTATIONS DE PRODUCTION : INSTALLATIONS ET CYCLES
- MÉTHODES D'ANALYSE DU CYCLE DE VIE ET DE MESURE DE LA CIRCULARITÉ
- FAISABILITÉ TECHNIQUE/ÉCONOMIQUE ET MISE EN ŒUVRE DE MODÈLES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE
- MÉTHODE DE MISE EN ŒUVRE DES PROCESSUS DE SYMBIOSE INDUSTRIELLE
- LES DÉCHETS : INFORMATIONS GÉNÉRALES, GESTION DE LA COLLECTE ET DE LA RÉCUPÉRATION
- TECHNOLOGIES POUR LA GÉNÉRATION DE MPS À PARTIR DES DÉCHETS, EN PARTICULIER À PARTIR DE MÉTAUX, PLASTIQUES, VERRE, PAPIER
- TECHNIQUES DE PRODUCTION ET D'APPROVISIONNEMENT D'ÉNERGIE À PARTIR DES DÉCHETS
- MÉTHODES D'ÉCHANTILLONNAGE ET DE MESURE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX
- TECHNIQUES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
- UTILISATION DE SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES
- TECHNIQUES DE RÉDUCTION/TRAIEMENT DES POLLUANTS
- LOGISTIQUE DURABLE
- DÉVELOPPEMENT D'IDÉES DE CONCEPTION POUR L'ÉCO-INNOVATION

8.2. Nouveau profil national ITS pour une formation en deux ans – EQF 5 – 1.800 heures

Inclusion des nouveaux chiffres professionnels nationaux de référence prévus par la loi n° 99 du 15/07/2022. Les actuels sont réglementés par le décret du Conseil des ministres du 25/01/2008

En attente des décrets d'application - aucune prévision sur le calendrier n'est possible actuellement

La région du Piémont peut proposer un nouveau profil

Publication des nouveaux chiffres au niveau national (le calendrier sera défini dans le décret d'application).

La région du Piémont établit un appel à candidatures annuel (appel à candidatures : juin-septembre de chaque année)

La Fondation ITS présente le parcours à partir du profil national.

Vous trouverez ci-dessous le nouveau profil et le parcours qui seront proposés :

NOUVEAU PROFIL: TECHNICIEN SUPÉRIEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Description du profil professionnel

Le technicien supérieur pour le développement et la mise en œuvre de l'économie circulaire travaille avec des entreprises et des organisations de production, en les aidant dans la transition écologique et énergétique et dans la mise en œuvre de modèles d'affaires d'économie circulaire.

Le Technicien, en partant des besoins de l'entreprise, les contrôle en utilisant l'ACV (analyse du cycle de vie, Life Cycle Assessment - LCA) et d'autres méthodologies dédiées et élabore, en utilisant une approche écosystémique, un plan technologique/gestionnaire d'intervention incluant des processus de symbiose industrielle. Une fois la faisabilité définie et acceptée, il/elle guide l'entreprise dans le processus de conversion à l'économie circulaire, en l'accompagnant finalement vers l'acquisition de certifications environnementales processus/produit.

Il/elle est également impliquée dans l'étude et le développement de chaînes de valorisation et l'activation de réseaux d'entreprises orientés vers l'expérimentation de modèles technologiques intégrés de symbiose industrielle.

Dans son travail, il/elle utilise des méthodologies et des outils d'éco-conception pour concevoir des produits/services dont le cycle de vie comprend potentiellement plusieurs phases de réutilisation/réparation/recyclage au cours desquelles l'utilisation des ressources est optimisée et l'impact environnemental minimisé.

Le technicien travaille essentiellement au sein de groupes de travail multidisciplinaires, en collaborant avec des experts techniques sur les matériaux, la conception, les processus technologiques et les systèmes de production relatifs aux différents secteurs de l'industrie manufacturière, de l'artisanat et du secteur agro-industriel ; il/elle collabore également avec des experts en sciences de l'environnement, en chimie, en bioéconomie et en sciences juridiques.

Il/elle trouve un emploi dans des cabinets de conseil aux entreprises, des studios de conception, des centres de recherche, des entreprises de fabrication, des consortiums/entreprises de traitement et de valorisation énergétique des déchets.

COMPÉTENCES

1 Utiliser des outils et des méthodologies d'éco-conception innovants pour augmenter la durée de vie des produits et optimiser les ressources utilisées dans leur fabrication.

2 Concevoir et gérer des chaînes d'approvisionnement pour la transformation des déchets en matières premières secondaires (MPS) et/ou en production d'énergie.

3 Mise en œuvre de modèles technologiques/de gestion orientés vers les processus de symbiose industrielle

4 Coordonner et réaliser des activités de cartographie et de diagnostic des produits/processus de l'entreprise visant à étudier leur durabilité environnementale et l'existence de modèles commerciaux d'économie circulaire.

5 Concevoir des solutions améliorées en ce qui concerne les criticités énergétiques et environnementales de l'entreprise cliente qui intègrent les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance).

6 Guider l'entreprise dans la transition vers des modèles économiques d'économie circulaire tout au long de la chaîne de valeur.

7 Accompagner l'entreprise vers la mise en place d'un système de management environnemental (SME), l'acquisition de certifications environnementales produits/processus, l'économie circulaire et l'attribution de labels et licences.

Détails des COMPÉTENCES MINIMALES / CONNAISSANCES ESSENTIELLES pour chaque COMPÉTENCES

C 1 Utiliser des outils et des méthodologies d'éco-conception innovants visant à augmenter la durée de vie des produits et à optimiser les ressources utilisées pour leur fabrication.

COMPÉTENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les matériaux durables ▪ Identifier les critères de construction orientés vers le réassemblage, la dé-constructibilité, la réparabilité et le recyclage. ▪ Quantifier l'engagement des ressources nécessaires à la production du produit ▪ Appliquer les paramètres d'écoconception définis dans la directive de l'UE ▪ Utilisation de SW pour l'éco-conception ▪ Appliquer des méthodes de simulation de la performance des matériaux ▪ Consulter la base de données pour obtenir des informations actualisées sur les fournisseurs, les matériaux et le statut de conformité. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Caractéristiques des matériaux durables ▪ Utilisation des ressources dans la production et leur impact sur l'environnement ▪ Critères de conception pour la réutilisation des produits ▪ SW pour l'éco-conception ▪ Directive européenne sur l'écoconception et législation nationale ultérieure ▪ Critères environnementaux minimaux (CEM) ▪ Cycle de vie du produit (ACV)

C2 Conception et gestion de chaînes d'approvisionnement pour la transformation des déchets en matières premières secondaires (MPS) et/ou pour la production d'énergie

COMPÉTENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les caractéristiques des processus de production et des technologies spécifiques d'une chaîne d'approvisionnement en identifiant le type de produits/déchets ▪ Recherche de solutions technologiques pour la transformation des déchets/déchets en MPS ▪ Optimiser la qualité et la polyvalence des MPS fabriqués à partir de déchets métalliques et non métalliques, notamment pour le plastique, le verre et le papier. ▪ Optimisation et gestion des installations de production et de fourniture d'énergie à partir de déchets ▪ Optimisation et gestion des installations de traitement des déchets liquides et des eaux usées industrielles ▪ Appliquer la législation et les réglementations techniques en vigueur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Classification des déchets, traçabilité, régime juridique ▪ Types de chaînes d'approvisionnement et méthodologie d'analyse des cycles de production ▪ Chaleur et électricité à partir de déchets dans les usines de valorisation énergétique des déchets ▪ Production de biogaz et de compost à partir de déchets organiques ▪ Aspects technologiques, processus et gestion de la purification de l'eau et du traitement des déchets liquides et des eaux usées ▪ Technologies de production de MPS à partir de matériaux en métal, plastique, verre et papier ▪ Législation sur les déchets

C3 Mise en œuvre de modèles technologiques/de gestion orientés vers les processus de symbiose industrielle

COMPÉTENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place de partenariats d'objectifs entre acteurs, y compris ceux de différents secteurs, pour la valorisation des sous-produits et/ou le partage de services et d'infrastructures (eau, énergie, etc.). ▪ Identifier les moyens de préparer la réutilisation des déchets/déchets afin de favoriser leur valorisation dans une perspective de symbiose industrielle. ▪ Identifier les solutions technologiques et de gestion pour la mise en œuvre des mécanismes de symbiose. ▪ Assurer la liaison avec les décideurs publics et privés sur les politiques régionales et la manière de les mettre en œuvre. ▪ Appliquer des méthodes pour mesurer les bénéfices environnementaux de la symbiose industrielle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concept d'"écologie industrielle" et de "parc d'éco-industrie". ▪ Types de chaînes d'approvisionnement et méthodologie d'analyse des cycles de production ▪ Caractéristiques des déchets/déchets/sous-produits de diverses chaînes d'approvisionnement par rapport à la réutilisation symbiotique. ▪ Etude des meilleures pratiques de symbiose industrielle dans des zones/districts spécifiques et scénarios d'utilisation dans le territoire de référence

C4 Coordonner et réaliser des activités de cartographie et de diagnostic des produits/processus de l'entreprise visant à étudier leur durabilité environnementale et l'existence de modèles commerciaux d'économie circulaire.

COMPÉTENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les variables environnementales impliquées dans l'étude d'impact ▪ Collecter et interpréter les données relatives aux impacts environnementaux de l'entreprise. ▪ Consultation des bases de données pour la phase d'analyse de l'inventaire (inventaire du cycle de vie) ▪ Appliquer des indicateurs et des méthodes qualitatives et quantitatives pour mesurer le degré de circularité de l'entreprise. ▪ Appliquer les outils d'analyse du cycle de vie (ACV) pour la cartographie du cycle de vie des biens produits et/ou des services fournis. ▪ Identifier les phases du cycle de vie avec les questions énergétiques et environnementales critiques ▪ Appliquer la législation et les réglementations techniques en vigueur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Types de chaînes d'approvisionnement et méthodologie d'analyse du cycle de production ▪ Méthodologie de l'ACV ▪ Mesurer le degré de circularité de l'entreprise ▪ Méthodes d'échantillonnage et de mesure de l'environnement

C5 Concevoir des solutions améliorées par rapport aux criticités énergétiques et environnementales de l'entreprise cliente qui intègrent les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance).

COMPÉTENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaliser une enquête sur les besoins/critiques du client. ▪ Rassembler la documentation et acquérir des données sur la consommation/les besoins en énergie ▪ Comprendre la documentation et les données techniques disponibles sur les contrats de consommation et de fourniture ▪ Identifier les moyens les plus efficaces de traiter les données collectées et de représenter les résultats des analyses effectuées dans les rapports techniques. ▪ Identifier les techniques d'efficacité énergétique pour les processus de production ▪ Prévoir l'utilisation de sources d'énergie renouvelables ▪ Prévoir l'utilisation de systèmes appropriés de réduction et de traitement des polluants. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Types de chaînes d'approvisionnement et méthodologie d'analyse du cycle de production ▪ Méthodes d'enquête sur la consommation d'énergie ▪ Techniques d'efficacité énergétique ▪ Utilisation de sources d'énergie renouvelables ▪ Techniques de réduction/traitement des polluants ▪ Informatique appliquée à la gestion et à la présentation des données

C 6 Guider l'entreprise dans la transition vers des modèles économiques d'économie circulaire tout au long de la chaîne de valeur.

COMPÉTENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Optimiser l'utilisation des matières premières en privilégiant celles qui sont biosourcées, moins énergivores, recyclables ou issues du recyclage. ▪ Optimiser les techniques de production en privilégiant celles qui consomment moins d'énergie et produisent moins de déchets. ▪ Optimiser la logistique de la chaîne d'approvisionnement ▪ Fournir des solutions de location de produits à la carte ▪ Réalisation de l'étude de préfaisabilité technico-économique pour la transition vers l'économie circulaire. ▪ Identifier les sources de financement et les systèmes d'incitation ▪ Évaluer avec le client le rapport coût/bénéfice des choix proposés. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Techniques d'évaluation économique des investissements de conversion ▪ Étude de faisabilité technique/économique pour la transition vers l'économie circulaire ▪ Incitations économiques à la transition ▪ Logistique durable

C 7 Accompagner l'entreprise vers la mise en place d'un système de management environnemental (SME), l'acquisition de certifications environnementales produits/processus, sur l'économie circulaire et l'attribution de labels et licences.

COMPÉTENCES MINIMALES	CONNAISSANCES ESSENTIELLES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Collecter, formaliser et communiquer des données afin de préparer des présentations et des rapports. ▪ Entretenir les relations avec les organismes extérieurs ▪ Identifier les chiffres de référence pour les différents systèmes ▪ Organiser la formation du personnel sur les questions d'énergie et d'environnement. ▪ Appliquer la législation et les réglementations techniques en vigueur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Systèmes de gestion environnementale ISO 14001 et EMAS ▪ Certifications d'économie circulaire ▪ Labels de qualité environnementale ▪ Obligations et procédures relatives aux organes et institutions ▪ Tâches des organes de surveillance et de contrôle ▪ Communication efficace et compétences générales ▪ Informatique appliquée à la gestion et à la présentation des données

UF du parcours de formation

UF - COMPÉTENCES CLÉS ET PRINCIPES HORIZONTAUX COMMUNS

- DURABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
- ÉGALITÉ DES CHANCES ET NON-DISCRIMINATION
- COMMUNICATION ET COMPÉTENCES NON TECHNIQUES
- L'ENTREPRENEURIAT ET L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

UF - DE BASE ET TRANSVERSAL

- ANGLAIS TECHNIQUE ET COMMERCIAL
- COMPÉTENCES NUMÉRIQUES POUR LA GESTION DE PROJETS
- SÉCURITÉ ET SANTÉ DES TRAVAILLEURS - RISQUES GÉNÉRAUX ET SPÉCIFIQUES
- MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES, STATISTIQUES ET ANALYSE DES DONNÉES
- PHYSIQUE APPLIQUÉE
- SYSTÈMES BIM
- GESTION ET ORGANISATION DES ENTREPRISES

UF - PROFESSIONNEL

- CHIMIE ET TECHNOLOGIE DES MATÉRIAUX DURABLES
- CONCEPTION CIRCULAIRE, CRITÈRES ET SW
- LÉGISLATION ENVIRONNEMENTALE
- ÉCONOMIE ET FINANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- MICROBIOLOGIE ET ÉCOLOGIE APPLIQUÉE
- CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ET INSTALLATIONS DE PRODUCTION ; USINES ET CYCLES
- LES MÉTHODOLOGIES D'ÉVALUATION DU CYCLE DE VIE ET DE MESURE DE LA CIRCULARITÉ
- LA FAISABILITÉ TECHNIQUE/ÉCONOMIQUE ET LA MISE EN ŒUVRE DE MODÈLES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE
- LES MOYENS DE METTRE EN ŒUVRE DES PROCESSUS DE SYMBIOSE INDUSTRIELLE
- DÉCHETS ; GÉNÉRALITÉS, GESTION DE LA COLLECTE ET DE LA VALORISATION
- TECHNOLOGIES DE PRODUCTION DE MPS À PARTIR DE DÉCHETS, NOTAMMENT DE MÉTAUX, DE PLASTIQUES, DE VERRE ET DE PAPIER
- TECHNIQUES DE PRODUCTION ET DE FOURNITURE D'ÉNERGIE À PARTIR DE DÉCHETS
- LES MÉTHODOLOGIES D'ÉCHANTILLONNAGE ET DE MESURE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX
- TECHNIQUES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
- L'UTILISATION DE SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES
- TECHNIQUES DE RÉDUCTION/TRAIEMENT DES POLLUANTS
- LOGISTIQUE DURABLE
- DÉVELOPPEMENT D'IDÉES DE PROJETS D'ÉCO-INNOVATION

8.3. Nouveau profil national pour le parcours ITS de trois ans - CEC 6 - 3 000 heures

Inclusion des nouveaux profils professionnels nationaux de référence prévus par la loi n° 99 du 15/07/2022. Les cours de trois ans ne peuvent être activés que pour les figures nécessitant un nombre élevé d'heures d'apprentissage. Actuellement, les parcours de trois ans n'ont pas été activés au niveau national.

En attente des décrets d'application - il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de faire des prévisions sur le calendrier.

La région du Piémont peut proposer un nouveau profil

Publication des nouveaux chiffres au niveau national (le calendrier sera défini dans le décret d'application).

La région du Piémont établit un appel à candidatures annuel (appel à candidatures : juin-septembre de chaque année).

La Fondation ITS présente le parcours à partir du profil national.

Profil et parcours à concevoir sur la base des dispositions contenues dans le décret d'application. Cela pourrait être identique au point 8.2 avec quelques modifications.

8.4. Nouveau profil régional pour l'inclusion d'un module supplémentaire dans le parcours ITS de deux ans - 200 heures

Demande à la Région Piémont d'inclure dans le Répertoire régional des normes de formation un nouveau profil qui peut être complémentaire à la formation prévue dans les parcours ITS, en prenant la forme d'un module supplémentaire aux parcours actuels.

La Fondation ITS peut proposer un nouveau profil lié aux thèmes de l'économie circulaire.

La région du Piémont peut approuver le nouveau profil

La Regione Piemonte élabore un appel à candidatures annuel (appel à candidatures à publier de juin à septembre de chaque année).

La Fondation ITS présente le parcours à partir du profil national et inclut également le nouveau profil

Le profil auquel il faut se référer pourrait être modélisé en identifiant certaines compétences parmi celles proposées au point 8.2.

9. Synthèse et conclusion

Un diplôme d'Etat, comme un BTS, est en général acquis au cours de la formation initiale de l'étudiant. A contrario, les titres professionnels sont principalement réalisés dans le cadre de la formation continue d'adultes. Ils permettent d'acquérir de nouvelles compétences ou par exemple permettre une reconversion professionnelle. **Un titre professionnel propose souvent un parcours de formation plus opérationnel et moins généraliste qu'un diplôme d'Etat. Ainsi, les compétences sont acquises plus rapidement dans le but d'intégrer le marché de l'emploi. Un bachelor recouvre plusieurs réalités mais concerne beaucoup les apprenants d'écoles d'ingénieurs et de management notamment dans une perspective de parcours international de formation et professionnel. Des bachelors sont délivrés dans beaucoup de pays à l'échelle mondiale, ce qui signifie que l'intitulé serait probablement plus parlant dans d'autres pays (que le BTS, le TP ou une certification complémentaire enregistrée au RS). C'est pertinent aussi puisqu'il s'agit d'un parcours binational France Italie.**

Tout dépend de plusieurs variables, reprises ici sous forme de questions.

A qui s'adresse-t-on ? Quel public ciblé ?

- BTS : des apprenants en continuité de parcours de formation
- TP : des actifs en reconversion professionnelle, en formation continue
- Bachelor : plutôt les apprenants des écoles d'ingénieurs et de management

Quels objectifs de la formation ?

- Certification déposée au RS : délivrer un contenu complémentaire économie circulaire très ciblé
- Certification déposée au RNCP : délivrer un contenu entièrement dédié à l'économie circulaire

Quelle durée de la formation ?

- Module complémentaire non certifiant ou certifiant : plutôt pour des volumes contraints, moins d'une centaine d'heures
- Nouvelle certification : adaptée pour des volumes de formation plus importants (pas de contrainte de volumes horaires lors du dépôt, c'est l'organisme qui délivre la formation qui propose par la suite)

Reconnaissance du diplôme à l'international ?

- Bachelor plus axé international que le TP
- TP : facilité d'intégration d'activités professionnelles internationales puisque le TP est calibré sur un métier et l'acquisition de compétences professionnelles

Il est également possible d'envisager différentes démarches complémentaires dans le temps :

- **Un module optionnel complémentaire à un BTS existant (non certifiant)**
- **Le contenu testé est déposé pour enregistrement au Répertoire spécifique**
- **Et/ou le contenu testé est augmenté pour enregistrement d'une nouvelle certification au RNCP. Là se pose la question de choisir entre un TP et un bachelor. Le TP semble correspondre aux attendus exprimés lors de cette étude de faisabilité bien que le bachelor présente une plus grande visibilité à l'échelle internationale.**

Ce TP pourrait être qualifiant à bac+2 (niveau 5 selon le cadre national des certifications professionnelles) ou bac+3 (niveau 6). L'avantage de choisir le niveau bac+3 est que le TP donnerait un niveau de qualification supérieur aux apprenants de BTS qui font partie du public cible de cette nouvelle certification.

Le travail de fond qui est à réaliser pour élaborer une nouvelle certification pourrait être engagé avec l'écosystème des employeurs en France comme en Italie. Puisqu'il s'agit d'une certification professionnelle, l'objectif est bien de délivrer une formation qui conduit à la pratique d'un métier en particulier, ici celui de technicien en économie circulaire. Les employeurs pourraient donc participer aux réflexions de fond notamment au sujet des compétences professionnelles nécessaires à la pratique de ce métier.

Ce réseau d'employeurs pourrait également être sollicité dans le cadre d'une expérimentation de formation par alternance. Le choix de délivrer la formation par alternance ou pas ne se fait qu'au moment de la mise en place de la formation. Ce point ne doit pas être décidé lors du dépôt d'une nouvelle certification même si ce sujet peut être évoqué à tout moment avec les partenaires comme avec les employeurs.

Les avantages de l'alternance sont nombreux. Citons notamment le rapport à la pratique professionnelle qui est au cœur de la formation. Les apprenants sont immergés dans leur futur contexte professionnel et apprennent des compétences professionnelles qu'ils peuvent mettre en pratique lorsqu'ils sont en emploi.

Les apprenants sont également mieux préparés à la réalisation de séquences de formation à l'étranger (Italie pour les français et inversement). Déjà immergés dans le milieu professionnel, ils sont plus à même de prendre part activement à des activités professionnelles qui seraient proposées à l'international (études de cas, visites de sites, rencontres de professionnels, etc.).

Le volume horaires d'un nouveau titre professionnel ne doit pas être déterminé lors du dépôt de la nouvelle certification. Ce point est à évaluer lors de la mise en place concrète de la formation. Au regard des éléments de contenu déjà élaborés dans le cadre du projet InterBITS, cette formation pourrait être délivrée sur 12 mois par alternance. Le volume horaire de formation pourrait être compris entre 600 et 1000 heures de formation, pour 2 à 3 jours de formation par semaine. Le reste du temps est passé en emploi.

Dans le rapport d'information n° 741 (2021-2022) de Mmes Frédérique PUISSAT, Corinne FÉRET et M. Martin LÉVRIER, fait au nom de la commission des affaires sociales, déposé le 29 juin 2022, il est indiqué : « La présidente de la commission de la certification de France compétences, entendue par les rapporteurs, a indiqué que le **délai moyen de traitement s'élevait encore à 6 mois au début de l'année 2022** mais que France compétences s'était donné pour objectif **de ramener ce délai à 5 mois pour la fin 2022 puis entre 3 et 4 mois en 2023.** ». **Dans ce même rapport il est préconisé de « poursuivre la réduction des délais de traitement des demandes d'inscription des certifications aux répertoires nationaux pour atteindre, à compter de 2023, un délai moyen de 3 mois et fixer un délai maximum de 6 mois pour répondre aux demandes ».**

Il s'agit donc de disposer de suffisamment de temps pour déposer une nouvelle certification auprès de France compétences pour validation avant sa délivrance.

En ce qui concerne l'Italie, les quatre hypothèses illustrées au chapitre 8 sont toutes réalisables, mais, comme nous l'avons déjà souligné, pour les hypothèses liées à l'introduction au niveau national de nouveaux profils STI, il est

actuellement impossible de quantifier le calendrier. En effet, la loi n° 99 du 15/07/2022 permet l'introduction de nouveaux profils nationaux pour les parcours ITS de deux ans (CEC 5) et de trois ans (CEC 6), mais les décrets d'application sont attendus.

L'hypothèse liée à l'adaptation ("curvatura") d'un profil existant a déjà été mise en place et, sous réserve d'une évaluation positive par la Région Piémont, sera mise en œuvre dans la AF 2022/2023. Cette adaptation ("curvatura") peut également être proposée pour les futures années de formation.

Sur la base des systèmes France-Italie et des scénarios possibles France-Italie illustrés, le partenariat estime que les propositions suivantes sont les plus concrètes et les plus réalisables afin de mettre en place, dans un délai relativement court, un parcours de formation avec les mêmes contenus en France et en Italie, qui peut être réalisé en partie en Italie et en partie en France et qui peut prévoir une certification binationale des compétences :

FRANCE	ITALIE	HYPOTHÈSE NOMBRE MAXIMUM D'HEURES LIÉES AU MÊME CONTENU	CERTIFICATION DES CONTENUS LIVRE EN PARTIE EN ITALIE ET EN PARTIE EN FRANCE
Modules de formation dans un BTS existant	Module de formation à inclure dans un parcours de formation ITS adapté («curvato») lié à un profil national existant.	Max 100	Attestation de compétences
	Module de formation à inclure dans un parcours de formation ITS lié à un nouveau profil national		
	Nouveau profil régional pour l'insertion d'un module supplémentaire dans le parcours ITS de deux ans (nouveau et adapté («curvato»))		
Nouveau Titre Professionnel	Parcours de formation ITS adapté («curvato») lié au profil national existant	Max 1000 heures	
	Parcours de formation ITS lié au nouveau profil national		
Nouveau Bachelor	Parcours de formation ITS adapté («curvato») lié au profil national existant	Max 1000 heures	
	Parcours de formation ITS lié au nouveau profil national		



Interreg ALCOTRA

Fonds européen de développement régional
Fondo europeo di sviluppo regionale

I N T E R B I T S

